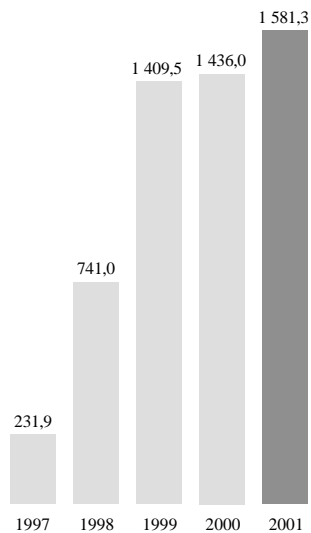
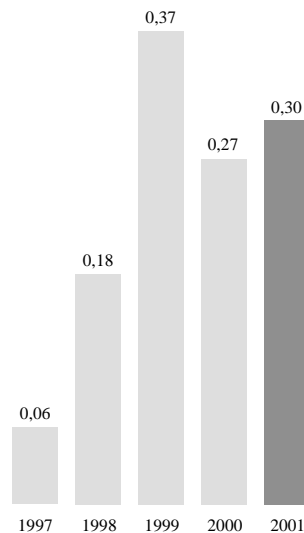


**Ceci n'est pas
qu'un rapport annuel**

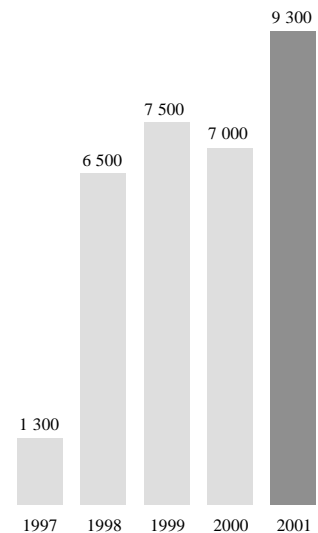




Produits d'exploitation
en millions de dollars



Bénéfice par action avant amortissement de l'écart d'acquisition
en dollars



Carnet de commandes
en millions de dollars

Notre mission

La mission de CGI est d'assister les organisations des secteurs privé et public en leur offrant des services professionnels et des solutions de la plus haute qualité, compétence, performance et objectivité, afin de pleinement satisfaire leurs objectifs en informatique, en télécommunications et en gestion. Nous favorisons une culture de partenariat et d'intrapreneurship, doublée d'une intégrité rigoureuse, contribuant ainsi à développer une entreprise de classe mondiale, regroupant l'ensemble des services reliés aux technologies de l'information.

Notre profil

Fondée en 1976, CGI est la première entreprise indépendante canadienne de services en technologies de l'information (TI) et la quatrième en Amérique du Nord, compte tenu de son effectif de plus de 13 000 professionnels. À partir de ses 60 bureaux situés dans plus de 20 pays, CGI offre la gamme complète des services en TI ainsi que des solutions d'affaires à plus de 3 000 clients situés principalement en Amérique du Nord, en Europe et dans la région Asie-Pacifique. L'éventail unique de services de CGI comprend les services de consultation stratégique en TI et en gestion, le développement et l'intégration de systèmes, ainsi que la gestion de fonctions informatiques et d'affaires. Les actions de CGI sont inscrites à la Bourse de New York (GIB), ainsi qu'à celle de Toronto (GIB.A). Elles figurent dans l'indice TSE 100 de la Bourse de Toronto, dans l'indice canadien des technologies de l'information S&P/TSE et dans l'indice canadien des sociétés à capitalisation moyenne.

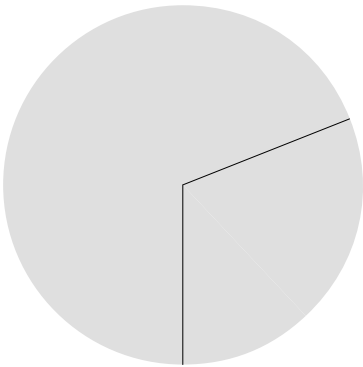
Nos services

CGI offre les services de consultation, de mise en œuvre et d'exploitation dont ses clients ont besoin pour concrétiser leurs stratégies d'entreprise.

Les clients forment le pivot de l'approche CGI. Marquée par son héritage entrepreneurial, la Société met l'accent sur l'élaboration de solutions souples, sur mesure, parfaitement accordées aux défis technologiques qui se posent à ses clients.

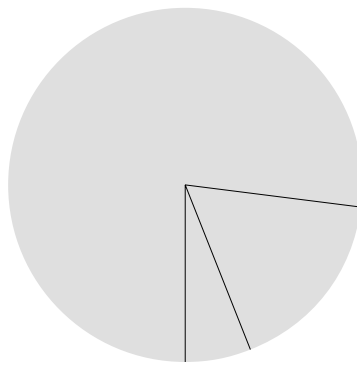
Services-conseils

CGI joue le rôle de conseiller de confiance auprès de ses clients en leur fournissant la gamme complète des services de consultation en TI et en gestion, y compris la planification stratégique des TI, l'ingénierie des processus d'affaires et l'architecture de systèmes.



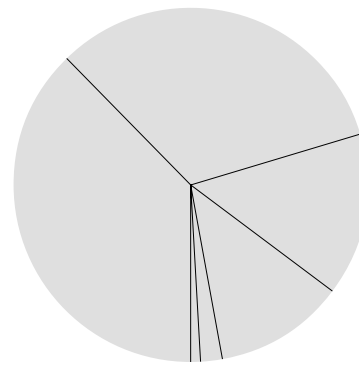
Services

Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition)	69 %
Intégration de systèmes et services-conseils	31 %



Présence géographique

Canada	77 %
États-Unis	17 %
International	6 %



Marchés cibles

Services financiers	38 %
Télécommunications	33 %
Manufacturier/distribution/détail	15 %
Gouvernements	12 %
Services publics et énergie	2 %
Services de santé	<1 %

Intégration de systèmes

CGI offre des services complets de mise en œuvre intégrant les multiples volets de l'environnement technologique des sociétés, afin de créer des systèmes qui répondent à leurs besoins stratégiques. En plus de maîtriser les technologies et les applications logicielles de pointe, CGI fournit à ses clients des services de développement d'applications sur mesure, optimisés grâce à ses méthodes certifiées ISO et CMM. Elle leur offre également la possibilité d'économiser en optant pour le développement outre-mer.

Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition)

Les clients délèguent à CGI la responsabilité totale ou partielle de leurs fonctions informatiques et d'affaires afin de réaliser des économies substantielles, tout en ayant accès aux meilleures technologies de l'information et en conservant la maîtrise de leurs fonctions stratégiques en TI. Ces contrats, qui durent

généralement de cinq à 10 ans et sont habituellement renouvelables, favorisent la prévisibilité des revenus de CGI et la stabilité de son rendement. Ils visent par exemple le développement et la maintenance des systèmes, ainsi que la gestion des solutions d'affaires et des technologies.

CGI définit ses services d'impartition selon les quatre niveaux de contrats suivants :

- > Niveau 1 – Services de gestion d'installations, par exemple les centres de traitement des données, les centres d'appel, les réseaux et les services de bureautique.
- > Niveau 2 – Fonctions associées à la maintenance des applications et au soutien, y compris les opérations correctives, l'amélioration, l'entretien préventif et la maintenance adaptative.
- > Niveau 3 – Développement et intégration de nouveaux projets et de nouvelles applications visant à répondre aux objectifs stratégiques des clients, y compris l'éventail complet des services de consultation et de mise en œuvre de CGI.

> Niveau 4 – Gestion des fonctions d'affaires des clients. Dans le cadre de tels mandats, CGI assume la responsabilité d'une fonction d'entreprise et de la plate-forme informatique qui la soutient. Certains de ces services visent des secteurs économiques particuliers, par exemple l'assurance (administration des polices) ou la gestion du patrimoine (services administratifs). D'autres visent des fonctions horizontales telles que la gestion des ressources humaines, de la paie, des finances ou des services administratifs, et s'appliquent aux entreprises de tous les secteurs.

Un pourcentage élevé des revenus d'impartition de CGI provient des services de niveaux 2 et 3. Ces services à forte valeur ajoutée, étroitement liés aux stratégies des entreprises clientes, permettent à CGI d'établir des partenariats solides et lui assurent une croissance continue au fil de l'évolution des besoins de ses clients.

**c'est la réaffirmation
du rôle de nos forces
fondamentales dans
notre croissance**

- > la qualité pour nos
- > les défis pour nos
- > la création de valeur

**clients
membres
pour nos actionnaires**

Ceci n'est pas qu'un ordinateur, mais un accès instantané à vos contrats d'assurance.

CGI a uni ses forces à celles d'**Allianz**, un leader mondial des services financiers, pour moderniser les processus d'administration en assurance. Pendant plusieurs années, les deux sociétés ont collaboré étroitement pour développer et mettre en œuvre un progiciel intégré qui améliore l'efficacité et le service à la clientèle d'Allianz.

Ce progiciel, appelé GIOS (Global Insurance Open Solutions), s'adapte à tous les produits d'assurance, du placement à l'assurance-maladie. Son envergure est à l'image de celle du groupe pour lequel il a été créé. Par exemple, Allianz ayant besoin d'une solution applicable à tous les continents, GIOS possède la capacité unique de traiter plusieurs langues et plusieurs devises. Et CGI a travaillé de concert avec Allianz pour établir, partout dans le monde, des centres spécialisés où les informaticiens d'Allianz apprennent à configurer GIOS en fonction de leurs produits particuliers et à gérer leurs cycles de vie de manière autonome.

GIOS procure une vision instantanée de l'ensemble des produits Allianz détenus par les clients, ce qui permet de répondre à plusieurs de leurs besoins au premier appel. En plus d'augmenter la satisfaction des clients, cela permet de réduire sensiblement les coûts. Récemment, CGI et Allianz ont lancé « VOI » (Virtual Online Insurer), une application de GIOS qui permet aux clients de consulter et modifier leurs polices et demandes de règlement sur Internet.

GIOS se distingue par son extensibilité et sa souplesse. GIOS peut intégrer les applications développées par les utilisateurs tout en protégeant l'investissement d'Allianz, grâce à sa capacité d'évoluer au même rythme que les besoins de l'entreprise.



Ceci n'est pas qu'un téléphone, mais une porte ouverte sur le monde.

Les entreprises comptent de plus en plus sur les TI pour relever leurs défis stratégiques. **Bell Canada**, le leader canadien des communications sur le Web, compte pour sa part sur CGI pour obtenir les solutions en TI qui assurent l'excellence de sa performance et de son service.

À titre de partenaire en impartition, CGI répond aux multiples besoins de services en TI de Bell – de l'exploitation courante des systèmes au développement de nouvelles applications. Grâce à la qualité CGI et au vaste éventail de compétences mis à contribution pour soutenir les activités complexes de Bell, les opérations informatiques de ce client respectent constamment ses normes rigoureuses d'efficacité.

En collaborant avec CGI, Bell a pu doubler le nombre de numéros de téléphone disponibles dans la région métropolitaine de Toronto et développer une infrastructure d'accès avancée, hautement sécuritaire, à son réseau commuté.

Afin d'améliorer son service à la clientèle, Bell a fait appel à CGI pour concevoir une facture intégrée qui aide ses clients à suivre l'ensemble de leurs frais de télécommunication. Elle lui a aussi confié l'élaboration d'applications d'affaires électroniques permettant aux clients de consulter leur facture et d'acheter des produits et services de Bell sur le Web.

Dans le contexte d'une concurrence accrue, Bell a besoin du soutien d'un spécialiste en TI qui lui offre une valeur élevée, crée des solutions novatrices et accélère le temps d'accès au marché. «CGI est un partenaire essentiel qui aide Bell à atteindre ses objectifs commerciaux et financiers», a affirmé Eugene Roman, chef de l'information de Bell Canada.



Ceci n'est pas qu'une salle d'attente vide, mais le résultat de millions de demandes d'indemnité réglées.

La **Blue Cross Blue Shield of Tennessee** assure environ deux habitants du Tennessee sur trois. Elle reçoit par conséquent des factures d'une foule de fournisseurs indépendants de services de santé, notamment des hôpitaux, des médecins et des pharmacies. Dans le secteur de l'assurance-maladie, les paiements en trop et la fraude peuvent entraîner des pertes importantes. En collaboration avec CGI, cet assureur s'est donc doté d'un système qui lui permet de vérifier l'exactitude et l'intégralité des demandes d'indemnité.

Avec le soutien d'une équipe de médecins et d'infirmiers, CGI fournit au service de vérification des fournisseurs de Blue Cross Blue Shield of Tennessee des services de consultation et de développement d'applications qui facilitent la détection des irrégularités. La vérification des demandes d'indemnité s'effectue à l'aide du logiciel de gestion de cas de CGI. Ce logiciel a la capacité de traiter plusieurs centaines de contrats avec des fournisseurs, ainsi qu'un grand nombre de secteurs d'activité et de produits, en associant à chaque cas les règles de remboursement particulières qui s'appliquent.

CGI a ainsi aidé l'assureur à réduire les indemnités non justifiées tout en comprimant ses coûts d'administration, ce qui lui permet de mieux contrôler les primes demandées à ses assurés.

« Un assureur comme nous a absolument besoin d'un système efficace pour vérifier l'exactitude des factures reçues, a souligné Marilyn Korol, directrice de la vérification des établissements chez Blue Cross Blue Shield of Tennessee. Nous sommes tellement satisfaits des services de CGI que nous avons récemment renouvelé notre contrat de licence pour cinq ans ! »



Ceci n'est pas qu'un téléviseur, mais des nouvelles qui vous arrivent instantanément.

Entre le moment où le gouvernement canadien déclenche des élections et celui où l'on dépouille les bulletins de vote, **Élections Canada** a le mandat d'assurer l'efficacité et l'intégrité du processus électoral. En 2000, CGI a remporté l'appel d'offres d'Élections Canada visant le développement de systèmes essentiels pour faciliter la coordination et la gestion des élections fédérales.

L'une des contributions les plus marquantes de CGI est le Système des résultats du scrutin qui permet à Élections Canada de recevoir, traiter et transmettre rapidement aux médias et au public les résultats électoraux précis des 301 circonscriptions fédérales.

Les médias devaient auparavant envoyer des journalistes dans chaque circonscription pour suivre le dépouillement. À présent, Élections Canada relaye directement les résultats à un centre des médias, faisant ainsi gagner beaucoup de temps aux médias électroniques et à la presse écrite. Les résultats sont également diffusés sur le site Web d'Élections Canada, où le grand public peut en prendre connaissance.

Les élections ayant été déclenchées plus tôt que prévu, CGI a dû respecter un calendrier exceptionnellement contraignant afin de réaliser le système à temps pour les élections d'octobre 2000. En plus de remporter cette course contre la montre, CGI a délégué sur place des professionnels capables de régler toute complication de dernière minute, le jour des élections.

« Lors d'élections, notre organisme a le devoir de fournir promptement des renseignements exacts aux citoyens et à la presse, a rappelé Jean-Pierre Kingsley, directeur général des élections. Le savoir-faire et le soutien de CGI nous ont beaucoup aidés à remplir efficacement cette mission. »



Ceci n'est pas qu'un grille-pain, mais un produit qu'on a codé et livré.

Un leader nord-américain du marketing par bases de données, **Fingerhut Companies**, vend aux consommateurs une gamme diversifiée de produits par l'entremise de catalogues, du télémarketing et d'Internet. Il y a plusieurs années, IMRglobal, aujourd'hui fusionnée à CGI, avait assuré la conversion à l'an 2000 de Fingerhut. À titre de client de CGI, Fingerhut a désormais accès à un éventail beaucoup plus vaste de services et sa relation avec CGI a pris une nouvelle ampleur.

En vertu d'un contrat de cinq ans, CGI fournit des services de maintenance d'applications essentielles soutenant les activités de télémarketing, de distribution, de traitement des commandes et de service à la clientèle de Fingerhut. En combinant ses ressources locales et outre-mer, CGI a amélioré la performance des systèmes de ce client et en assure la maintenance à coût avantageux. Pour les clients de Fingerhut, il en résulte des opérations simples et fiables. Et pour les informaticiens de Fingerhut, le soutien de CGI se traduit par des gains de temps qui leur permettent de mettre l'accent sur leurs projets stratégiques.

CGI joue également un rôle précieux en ce domaine. L'été dernier, CGI a aidé Fingerhut à harmoniser son plan technologique et son plan d'affaires en réalisant une évaluation complète de son infrastructure, de son exploitation et de tous ses coûts informatiques.

«La longévité de nos relations avec CGI témoigne de notre satisfaction, a affirmé Gary Bledsoe, chef de l'information de Fingerhut. Nous prévoyons tirer profit de sa gamme élargie de services.»



Ceci n'est pas qu'une banque, mais le traitement intégré de millions de transactions chaque jour.

La fusion de la **Banque Toronto-Dominion (TD)** et de Canada Trust a marqué l'histoire récente de l'industrie bancaire canadienne. Elle a notamment propulsé le Groupe Financier Banque TD parmi les plus grands fournisseurs de fonds communs de placement au pays. Du même coup, elle a permis à CGI de réaffirmer son savoir-faire technologique.

L'intégration de deux systèmes d'administration des fonds constituait l'un des grands défis de la fusion. À cette fin, il fallait développer des fonctionnalités reliant parfaitement les anciens systèmes, en veillant à ce que le nouveau système intégré soit capable de traiter un volume extraordinairement élevé d'opérations. CGI et la TD ont travaillé de concert pour atteindre cet objectif.

À l'aide d'une analyse comparative effectuée par CGI, la TD a pu choisir les meilleures caractéristiques des deux systèmes, tout en conservant son système de gestion des comptes des détenteurs de fonds, initialement élaboré par CGI. CGI a ensuite conçu les programmes permettant de recevoir, valider et télécharger les données de Canada Trust. CGI a également conçu un système autonome qui a permis à la TD de tester les capacités de traitement du volume du nouveau système.

Grâce au savoir-faire de CGI, la TD offre désormais des services intégrés et simplifiés à tous ses détenteurs de fonds communs de placement. La réussite du projet a renforcé les liens entre CGI et le groupe financier. « Nous sommes persuadés que les solutions fiables, souples et rentables mises au point par CGI favoriseront la croissance de nos affaires », a déclaré Gerry O'Mahoney, premier vice-président, Service des titres du Groupe Financier Banque TD.



**Ceci n'est pas qu'une
énumération d'objectifs,
mais les engagements
que nous prenons.**

Vingt-cinq années de succès

Chers actionnaires,

CGI a célébré, pendant l'exercice 2001, sa 25^e année à titre d'entreprise offrant des services supérieurs en technologies de l'information (TI). Au terme de cet exercice, nous pouvons également être fiers des nombreuses réalisations qui ont confirmé les *forces fondamentales* de CGI, lesquelles sont les moteurs de notre croissance future. CGI se classe à présent au quatrième rang des fournisseurs indépendants de services en TI en Amérique du Nord. Nous sommes mieux positionnés que jamais pour profiter de la croissance du marché de l'impartition des services en TI et des fonctions d'affaires. Nous demeurons déterminés à saisir les occasions innombrables qui s'offrent à nous et à devenir ainsi un chef de file mondial dans notre domaine.

Les produits d'exploitation de CGI ont totalisé 1,58 milliard \$ pendant l'exercice 2001, soit une hausse de 10,1 % par rapport à l'exercice antérieur. Ce progrès signale une reprise marquée de la croissance, qui devient encore plus visible lorsque l'on compare le deuxième semestre des exercices 2001 et 2000. En effet, relativement aux mêmes trimestres de l'exercice 2000, la croissance totale des revenus a atteint 22,2 % et 46,5 % aux troisième et quatrième trimestres, respectivement ; de même, bien que la croissance interne ait été négative pour l'exercice 2001, elle s'est établie à 3,6 % au troisième trimestre et a atteint 13,8 % au quatrième trimestre. La marge d'exploitation s'est améliorée tout au long de l'exercice, pour s'élever à 15,5 % au quatrième trimestre. Le résultat par action avant amortissement de l'écart d'acquisition s'est chiffré à 0,30 \$ pour l'exercice, soit une hausse de 11,1 % ; il s'est situé à 0,08 \$ au troisième trimestre et au quatrième trimestre de l'exercice 2001, comparativement à 0,04 \$ et 0,03 \$ aux trimestres correspondants de l'exercice 2000. Au cours de l'exercice 2001, nous avons réalisé neuf acquisitions, conclu une alliance stratégique d'impartition, effectué quatre prises de participation dans des coentreprises, signé ou renouvelé des contrats d'une valeur de 4 milliards \$ et accueilli quelque 5 000 nouveaux membres au sein de CGI. Notre carnet de commandes, formé de contrats signés, totalise 9,3 milliards \$, soit près de six fois nos produits d'exploitation annuels. Un carnet de commandes aussi bien garni nous assure des revenus prévisibles et constitue une assise solide pour notre croissance future.

La diversité de nos revenus atténue le risque lorsque la conjoncture économique s'avère incertaine. Sur la base de nos revenus annualisés actuels, les produits d'exploitation résultant des contrats d'impartition de longue durée représentent 69 % de notre chiffre d'affaires total, y compris une contribution de 10 % de nos services de gestion des fonctions d'affaires. Les revenus découlant des projets d'intégration de systèmes et des services-conseils, qui proviennent majoritairement de clients de longue date, forment pour leur part 31 % des revenus totaux. Pendant l'exercice 2001, 77 % de nos revenus totaux ont émané du Canada, 17 % des États-Unis et 6 % de l'extérieur de l'Amérique du Nord. Au cours de cet exercice, nous avons également continué à nous concentrer sur nos six secteurs économiques cibles, ce qui a favorisé notre croissance et notre stabilité. En fonction de ces secteurs, nos revenus se sont répartis de la façon suivante pendant l'exercice : services financiers, 38 % ; télécommunications, 33 % ; manufacturier/distribution/détail, 15 % ; gouvernements, 12 % ; services publics et énergie, 2 % ; services de santé, moins de 1 %.

Notre mission demeure inchangée : tous les membres de CGI visent à offrir des services professionnels d'une qualité, d'une compétence, d'une performance et d'une objectivité exceptionnelles, afin de contribuer pleinement à l'atteinte des objectifs de nos clients.

Étape décisive de notre stratégie d'expansion

Bonne ou mauvaise, la conjoncture économique alimente la croissance de CGI

Le monde des affaires continue à découvrir avec un intérêt grandissant les avantages de l'impartition des services en TI et des fonctions d'affaires. Nous observons une hausse constante de la demande, malgré la conjoncture actuelle. De fait, le marché de l'impartition des services en TI est indépendant des cycles économiques, comme nous l'avons constaté il y a déjà plus de quinze ans. Pendant les périodes de prospérité, les entreprises intensifient leurs investissements informatiques, et CGI en bénéficie à titre de partenaire à long terme. Par contre, lorsque la conjoncture les force à compresser leurs budgets, elles manifestent un intérêt encore plus vif pour l'impartition des services en TI et des fonctions d'affaires, qui peut leur procurer tout à la fois des économies substantielles et l'accès aux technologies de pointe qui améliorent leur compétitivité. Ainsi, dans l'ensemble de notre réseau, particulièrement au Canada et aux États-Unis, nos services d'impartition font l'objet d'une forte demande de la part de tous nos marchés verticaux.

CGI est mieux préparée que jamais à miser sur ces tendances

Nos réalisations de l'exercice 2001 ont encore renforcé notre capacité de miser sur la croissance du marché de l'impartition des services en TI et des fonctions d'affaires, surtout aux États-Unis. En voici quelques exemples :

- > Nous pouvons désormais offrir à nos clients la prestation des services à distance, y compris des services de développement et de maintenance d'applications à coûts avantageux, à partir de nos installations outre-mer.
- > Dans la foulée du contrat octroyé par Fireman's Fund Insurance Company, CGI a acquis un centre de traitement des données à Phoenix et peut désormais répondre en sol américain aux besoins de gestion des données de ses clients.
- > En juillet dernier, nous avons regroupé nos services de gestion des fonctions d'affaires au sein d'une entité distincte, afin d'offrir une réponse optimale à la demande croissante en ce domaine et améliorer notre compétitivité lorsque nous soumissionnons pour de grands contrats d'impartition.

La fusion avec IMRglobal, à la fin de juillet 2001, a marqué l'étape la plus décisive de notre stratégie d'expansion à ce jour et augmenté considérablement notre potentiel de croissance. En accueillant les membres hautement qualifiés d'IMRglobal, nous avons accru notre masse critique aux États-Unis et outre-mer ainsi que notre force de frappe sur les marchés verticaux que nous ciblons. Cette fusion nous a également procuré un important bassin de clients de premier ordre, avec qui IMRglobal avait établi de solides relations à long terme. Enfin, le modèle de prestation de services d'IMRglobal complète l'offre de CGI et améliore sensiblement notre capacité de fournir à nos clients des solutions sur mesure à coût avantageux, un facteur de différenciation important pour CGI.

Perspectives

Pendant l'exercice 2002, CGI axera ses stratégies de croissance sur ses *forces fondamentales* et sur l'optimisation des excellents résultats atteints en 2001. Bien que CGI soit le chef de file dans l'industrie des services en TI au Canada, elle en est encore à ses premiers pas aux États-Unis, en Europe et sur les autres continents. Les contrats qu'elle a remportés récemment lui assurent des entrées de revenus prévisibles et substantielles. Notre croissance future reposera toutefois sur l'accélération de la croissance interne et sur l'acquisition de grands contrats d'impartition. Nous croyons que nos services d'intégration de systèmes et de services-conseils continueront aussi à jouer un rôle déterminant, au Canada surtout, en nous aidant à attirer de nouveaux clients et à obtenir les

Consolider nos forces fondamentales

nouveaux mandats que nos fidèles clients nous confieront, à titre de partenaire technologique. L'autre volet de notre stratégie de croissance vise la réalisation d'acquisitions qui renforceront la position concurrentielle de CGI, à l'échelle mondiale, en élargissant nos marchés géographiques ou en enrichissant nos offres de services verticaux.

CGI investit présentement dans plusieurs projets visant à consolider ses *forces fondamentales* et à soutenir ses objectifs de croissance. Premièrement, tout en intensifiant nos programmes de développement des affaires, nous multiplions nos efforts afin d'accroître la notoriété de CGI auprès des clients potentiels, des médias et des investisseurs, surtout à l'extérieur du Canada.

Deuxièmement, nous investissons plus que jamais dans le développement de notre capital humain et intellectuel, et avons procédé récemment à la création de l'Institut de leadership CGI. Comme Paule Doré l'explique plus loin, cet Institut permettra de nous assurer que tous les gestionnaires maîtrisent et appliquent la même « approche CGI » dans l'ensemble de notre réseau.

En outre, nous poursuivrons la mise en œuvre de notre système qualité qui permet à CGI d'offrir constamment des services de la plus haute qualité à ses clients du monde entier.

De même, nous sommes déterminés à privilégier la création de valeur pour nos actionnaires, en continuant à utiliser un cadre financier rigoureux pour évaluer les acquisitions et structurer les grands contrats d'impartition à long terme. Notre bilan, presque exempt de dette, demeure l'un des plus solides de notre industrie. Cet avantage fait de CGI un partenaire attrayant pour l'impartition de services en TI et de fonctions d'affaires ; il nous procure également la marge de manœuvre nécessaire pour absorber les nouveaux investissements technologiques et humains qui assureront notre prospérité à long terme.

De plus en plus, les sociétés cherchent à confier l'ensemble de leurs besoins de services en TI à un seul fournisseur fiable. Pour une société comme CGI, il s'agit là d'une tendance des plus prometteuses. À l'aube de notre deuxième quart de siècle, nous poursuivons toujours résolument notre rêve : devenir un leader mondial dans notre domaine. Nos *forces fondamentales* forment la base qui nous permettra de le réaliser. Nous continuerons à recruter, à motiver et à fidéliser les meilleurs professionnels de notre industrie afin de répondre à la demande croissante de services en TI en respectant les normes de qualité les plus rigoureuses. Ce faisant, nous créerons de la valeur pour nos actionnaires.

En plus de rendre un chaleureux hommage à nos membres, nous tenons à souligner l'appui que nos actionnaires, clients, partenaires et membres du conseil d'administration ont continué à nous accorder. À vous tous, merci !

Le président du conseil et chef de la direction,

(Signé)

Serge Godin

**Ce ne sont pas que des
mots, mais l'affirmation de
nos forces fondamentales.**

**CGI sait gérer sa croissance et créer de la valeur.
Son secret? La qualité.**

Si l'exercice 2002 se poursuit au même rythme que les 12 derniers mois, les affaires de CGI devraient croître à une cadence vertigineuse cette année encore. En fait, depuis sa fondation il y a 25 ans, le volume d'activité de CGI n'a cessé d'augmenter rapidement, grâce à la croissance interne et aux acquisitions. Au cours des douze derniers mois, nous avons réalisé neuf acquisitions, conclu une alliance stratégique, effectué quatre prises de participation dans des coentreprises et signé de nombreux contrats d'impartition. Dans la foulée de ces transactions, nous avons accueilli 5 000 nouveaux membres au sein de notre entreprise.

La préservation et l'enrichissement de notre culture d'entreprise font partie des grands défis qui accompagnent inévitablement une croissance aussi rapide. Profondément enracinée, cette culture se distingue par un engagement indéfectible envers les besoins de nos clients, par un souci constant de la qualité des services et par l'esprit d'entrepreneuriat qui anime tous nos travaux. Ces valeurs représentent la personnalité profonde de notre entreprise. Elles sont les assises sur lesquelles nous bâtissons depuis 25 ans.

Nos valeurs se traduisent par un ensemble éprouvé de principes directeurs, dont le bien-fondé commercial s'est constamment confirmé au fil des ans. Par exemple, nous privilégions d'abord et avant tout la qualité. Il y a sept ans, CGI est devenue la première société nord-américaine de services en TI à obtenir la certification de qualité ISO 9001, mondialement reconnue, pour ses méthodes de gestion de projets. D'emblée, nos processus de qualité nous ont permis d'améliorer nos modes de prestation des services. Et, à présent, la vaste majorité de nos projets respectent rigoureusement les calendriers, les budgets et les critères de satisfaction de nos clients. L'expérience a d'ailleurs démontré l'existence d'une corrélation directe entre notre discipline de gestion et l'amélioration continue de nos marges bénéficiaires.

Au cours de l'exercice à venir, nous instaurerons une version améliorée du système qualité qui forme la pierre angulaire de nos méthodes ISO 9001. Ce nouveau système, intitulé Cadre de gestion du partenariat client (CPMF), est le fruit d'une recherche exhaustive. Il élargit la portée de notre système qualité et renforce notre capacité de contribuer de façon stratégique au succès de nos clients.

Comme une partie croissante de nos revenus provient de contrats d'impartition de longue durée, nous avons estimé qu'il était opportun de faire évoluer nos méthodes de qualité. Auparavant, celles-ci visaient principalement la livraison de services. Notre nouveau système qualité reflètera davantage l'importance que nous accordons aux partenariats à long terme. D'autre part, nos processus de qualité calquent désormais plus fidèlement l'approche stratégique dont nous nous servons pour aider nos clients à améliorer leur position concurrentielle grâce aux technologies de l'information.

Chez CGI, l'intégration de nouveaux membres est un processus décentralisé, en harmonie avec notre style de gestion. Les unités d'affaires locales sont chargées d'identifier des cibles d'acquisition et, une fois les transactions conclues, d'intégrer les membres et les activités des sociétés acquises. Tout au long de ce processus, elles misent sur les meilleures pratiques de la Société et sur le soutien des fonctions corporatives. La gestion des intégrations est soumise aux mêmes normes exigeantes que la gestion des projets en TI. Un gestionnaire désigné assume la responsabilité globale du projet et la communication avec les membres figure tout en haut de sa liste de priorités, au même titre que le strict respect du calendrier et la réalisation de biens livrables clairement définis.

Préparer nos gestionnaires aux défis de demain

Nos processus ISO 9001 facilitent considérablement l'intégration de nos nouveaux membres. Notamment, chaque unité d'affaires a la responsabilité d'obtenir sa propre certification ISO 9001. Nos équipes s'enorgueillissent de cette certification et s'efforcent donc de mettre en œuvre les cadres et les processus de gestion de CGI. Ainsi, à la suite d'une acquisition, l'une des questions que nos nouveaux membres nous posent le plus souvent est : « Quand pourrons-nous appliquer les processus de qualité de CGI et demander la certification ISO 9001 ? ».

Notre capacité de fournir des services de qualité est tributaire de l'envergure et des compétences en gestion de nos leaders. Voilà pourquoi, le 15 juin 2001 – jour du 25^e anniversaire de CGI –, environ 250 de nos dirigeants ont personnellement participé au lancement de l'Institut de leadership CGI.

Présente sur quatre continents, CGI est devenue une entreprise véritablement mondiale et qui doit répondre aux besoins de plus en plus complexes de ses clients. C'est dans ce contexte que l'Institut de leadership a été mis sur pied, afin de doter notre entreprise d'une direction encore plus solide tout en préparant nos gens aux défis de demain.

Cet établissement de formation jouera un rôle déterminant pour CGI. Il nous aidera à partager nos valeurs, nos meilleures pratiques et notre vision avec un réseau sans cesse grandissant de membres. Il servira également de pivot à l'intégration de nos nouveaux membres qui, grâce à l'apprentissage en ligne, auront immédiatement accès à l'information, où qu'ils se trouvent sur la planète. La rapidité d'intégration étant un facteur critique de succès en ce domaine, l'Institut sera un outil puissant au service de nos efforts.

Nos valeurs fondamentales, axées sur la qualité, l'esprit de service et la réalisation de soi, répondent aux besoins universels de croissance et d'épanouissement personnels. Nos membres du monde entier adhèrent à ces valeurs et s'efforcent de les mettre en pratique. À titre de leaders, nous sommes simplement appelés à canaliser les énergies de tous les membres, clients et actionnaires qui partagent le rêve de notre Société.

Nous croyons qu'avec l'aide des nouveaux outils dont elle dispose, y compris le système qualité, le CPMF et l'Institut de leadership, CGI pourra jouer pendant de nombreuses années encore un rôle de pôle d'attraction de plus en plus puissant pour tous ses partenaires.

La vice-présidente exécutive et chef de la direction corporative,

(Signé)

Paule Doré

Revue financière

	24.
Faits saillants financiers	
	25.
Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation	
	33.
Rapports de la direction et des vérificateurs	
	34.
États financiers consolidés	
	37.
Notes complémentaires	

Faits saillants financiers

Exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

	2001	2001	2000	1999	1998	1997	1996	Croissance annuelle composée 1996-2001
	\$US ⁽¹⁾	\$CAN	\$CAN	\$CAN	\$CAN	\$CAN	\$CAN	%
Performance financière								
Produits d'exploitation	1 000 832	1 581 315	1 436 008	1 409 458	740 963	231 916	122 015	66,9
Bénéfice d'exploitation	145 329	229 620	171 697	214 277	101 367	25 124	8 601	92,9
Marge d'exploitation	14,5%	14,5%	12,0%	15,2%	13,7%	10,8%	7,0%	
Bénéfice avant amortissement								
de l'écart d'acquisition	56 914	89 924	73 542	99 906	43 166	9 210	3 163	95,3
De base par action ⁽²⁾	0,19	0,30	0,27	0,37	0,18	0,06	0,02	71,9
Bénéfice net	39 740	62 789	55 666	83 816	34 828	7 765	2 718	87,4
De base par action ⁽²⁾	0,13	0,21	0,21	0,31	0,15	0,05	0,02	60,0
Flux de trésorerie liés à l'exploitation ⁽³⁾	122 890	194 166	126 304	162 036	74 006	21 771	7 851	90,0
De base par action ⁽²⁾	0,41	0,65	0,47	0,60	0,32	0,14	0,06	61,0
Situation financière								
Actif total	1 305 565	2 062 793	928 555	866 489	744 930	154 143	72 159	95,5
Capitaux propres	937 922	1 481 917	677 301	563 055	474 247	72 271	40 789	105,1
De base par action ⁽²⁾	2,55	4,03	2,46	2,10	1,78	0,43	0,27	71,7
Fonds de roulement	56 845	89 815	164 624	97 556	63 956	16 935	18 823	36,7
Ratio de fonds de roulement	1,21:1	1,21:1	1,87:1	1,40:1	1,24:1	1,30:1	1,66:1	
Dettes bancaires totales	15 823	25 000	30 000	46 200	1 073	34 822	10 023	20,1
Ratio de la dette bancaire totale sur les capitaux propres	0,02:1	0,02:1	0,04:1	0,08:1	0,00:1	0,48:1	0,25:1	

Résultats trimestriels

	Exercice 2001				Exercice 2000			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
	\$CAN	\$CAN	\$CAN	\$CAN	\$CAN	\$CAN	\$CAN	\$CAN
Produits d'exploitation	469 018	404 136	373 982	334 179	320 101	330 701	380 533	404 673
Bénéfice avant amortissement								
de l'écart d'acquisition	27 272	24 312	22 198	16 142	7 093	11 312	27 786	27 351
De base par action ⁽²⁾	0,08	0,08	0,08	0,06	0,03	0,04	0,10	0,10
Bénéfice net	19 821	17 340	15 206	10 422	2 419	6 876	23 412	22 959
De base par action ⁽²⁾	0,06	0,06	0,05	0,04	0,01	0,03	0,09	0,09
Flux de trésorerie liés à l'exploitation ⁽³⁾	75 558	52 729	35 003	30 876	20 614	23 083	38 879	43 728
De base par action ⁽²⁾	0,22	0,18	0,12	0,11	0,08	0,09	0,14	0,16

⁽¹⁾ Les montants en dollars canadiens pour la période se terminant le 30 septembre 2001 ont été convertis en dollars américains uniquement à des fins pratiques.
Le taux utilisé est celui au 30 septembre 2001 à 1,58 \$CAN = 1,00 \$US.

⁽²⁾ Tient compte des subdivisions des actions sur la base de 2 pour 1 ayant pris effet le 12 août et le 15 décembre 1997, le 21 mai 1998, ainsi que le 7 janvier 2000.

⁽³⁾ Flux de trésorerie liés à l'exploitation avant variation des éléments hors caisse du fonds de roulement.

Note : La politique de CGI est de réinvestir ses bénéfices dans son expansion plutôt que de payer des dividendes.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

L'analyse qui suit devrait être lue en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société pour les exercices 2001, 2000 et 1999, ainsi qu'avec les notes complémentaires (page 34 et suivantes de ce rapport annuel). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens à moins d'indication contraire.

Organisation globale

CGI, dont le siège social est situé à Montréal, regroupait trois unités d'affaires stratégiques, structurées en fonction de ses marchés géographiques : le Canada, les États-Unis et l'International. Une nouvelle structure est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2001, composée des unités d'affaires suivantes : Canada et Europe, États-Unis et Asie-Pacifique, et Services de gestion des fonctions d'affaires (se reporter à la section « Changement organisationnel », page 26). CGI offre des services complets en technologies de l'information (TI) à six secteurs économiques : les services financiers, les télécommunications, le secteur manufacturier/distribution/détail, les gouvernements, les services publics et énergie, ainsi que les services de santé. Environ 69 % des produits d'exploitation de la Société proviennent de la gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition), tandis que 31 % résultent des services-conseils et de l'intégration de systèmes.

CGI regroupe plus de 13 000 professionnels (membres). Elle fournit des services complets et des solutions d'affaires en TI à environ 3 000 clients situés principalement en Amérique du Nord, en Europe et en Asie-Pacifique, à partir de ses quelque 60 bureaux situés dans plus de 20 pays. Elle offre à ses clients des services de gestion d'installations au moyen d'un réseau de centres ultramodernes de traitement des données situés à Montréal, Toronto, Regina, Phoenix (États-Unis) et Basingstoke (Royaume-Uni). CGI possède également des centres de maintenance et de développement d'applications à Mumbai et à Bangalore, en Inde.

Acquisitions d'entreprises

Pendant l'exercice 2001, CGI a réalisé l'acquisition de huit sociétés spécialisées et d'une grande entreprise, une alliance stratégique d'impartition qui a été comptabilisée à titre d'acquisition d'entreprise, ainsi que quatre prises de participation dans des coentreprises.

Le 4 octobre 2000, CGI a acquis C.U. Processing Inc. (« CUP »), une société de Détroit qui fournit des systèmes de gestion de l'information aux coopératives d'épargne et de crédit, surtout aux États-Unis. Au moment de l'acquisition, CUP comptait environ 160 professionnels et avait enregistré un chiffre d'affaires de plus de 35,0 millions \$ pendant son dernier exercice financier. CGI a acquis CUP en contrepartie d'une somme de 38,5 millions \$ en espèces. Un écart d'acquisition de 41,6 millions \$ a été inscrit à la suite de cette transaction.

Le 27 novembre 2000, CGI a acquis 49,0 % des actions ordinaires d'AGTI Services Conseils Inc. (« AGTI »), une firme montréalaise de services-conseils en TI qui compte plus de 225 conseillers d'expérience et produit des revenus annuels d'environ 27 millions \$. Cette transaction a été réalisée en contrepartie d'une somme de 24,9 millions \$ en espèces. L'écart d'acquisition qui en a résulté s'est établi à 14,6 millions \$.

Le 12 décembre 2000, CGI a complété l'acquisition de la société torontoise de consultation et de développement de logiciels RSI Realtime Consulting Inc. (« RSI »), spécialisée dans l'implantation de systèmes SAP. Au moment de la transaction, RSI employait 45 personnes et réalisait un chiffre d'affaires annuel de 6,0 millions \$. CGI a effectué cette acquisition en contrepartie d'une somme de 2,6 millions \$ en espèces et en actions. L'écart d'acquisition découlant de la transaction a totalisé 3,1 millions \$.

Le 4 janvier 2001, CGI a conclu l'acquisition de Groupe Conseil CDL Inc. (« CDL »), une firme montréalaise de services-conseils en TI qui se spécialise dans l'installation de systèmes de gestion intégrés J. D. Edwards. Au moment de l'acquisition, la société employait 45 personnes et ses revenus annuels s'établissaient à 6,4 millions \$. CGI a acquis CDL en contrepartie d'espèces et d'actions d'une valeur de 4,9 millions \$. Dans le cadre de cette transaction, CGI a inscrit un écart d'acquisition de 4,0 millions \$.

Le 9 janvier 2001, CGI a acquis toutes les actions ordinaires en circulation de Star Data Systems Inc. (« Star Data »). Au moment de la transaction, cette société canadienne produisait un chiffre d'affaires annuel de près de 80 millions \$ et comptait plusieurs institutions financières canadiennes de premier rang parmi ses clients. Elle regroupait plus de 400 professionnels et se consacrait principalement à deux secteurs d'activité : les services d'information financière et les solutions de gestion du patrimoine. La transaction s'est conclue à raison de 0,737 action subalterne classe A de CGI pour chaque action ordinaire de Star Data. En conséquence de cette transaction, CGI a émis 13,5 millions d'actions subalternes classe A et a inscrit un écart d'acquisition de 73,1 millions \$.

Le 12 janvier 2001, CGI a porté de 35,0 % à 49,0 % sa participation dans l'actionnariat de la société québécoise Conseillers en informatique d'affaires. Dans le cadre de cette transaction, elle a émis 153 895 actions subalternes classe A et inscrit un écart d'acquisition totalisant 2,8 millions \$.

Le 1^{er} février 2001, CGI a établi avec Loto-Québec un partenariat visant la création de Nter Technologies, société en commandite (« Nter »). Nter offre des produits et services à l'industrie mondiale du jeu, y compris le développement et la vente de solutions en TI, les services-conseils et les services de gestion. Au moment de l'annonce, les deux partenaires estimaient que l'entreprise produirait des revenus d'environ 100 millions \$ sur cinq ans. CGI a acquis un intérêt de 49,9 % dans Nter, en contrepartie d'un paiement en espèces de 5,0 millions \$. Elle a inscrit un écart d'acquisition de 2,5 millions \$ dans le cadre de cette transaction.

Le 1^{er} mai 2001, CGI a signé une alliance stratégique de 10 ans, d'une valeur estimée de 1,2 milliard \$, avec la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, un chef de file des services financiers au Canada. En vertu de cette entente, CGI a acquis les éléments d'actif ainsi que certains droits de propriété intellectuelle et pris en charge certaines dettes de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, associés au traitement des données et à la gestion des opérations micro-informatiques du Mouvement des

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

caisses Desjardins (« Desjardins »). CGI a également intégré quelque 450 employés et deux centres de traitement des données à Montréal. Elle gèrera le traitement des données de Desjardins. CGI et Desjardins ont également décidé de faire équipe pour commercialiser les solutions bancaires de Desjardins auprès des institutions financières.

Le 31 mai 2001, CGI a acquis CyberBranch Corporation. Cette société de Californie fournit des technologies Internet et intranet avancées à des coopératives de crédit partout en Amérique du Nord. L'acquisition a été réalisée en contrepartie d'un paiement en espèces de 1,5 million \$, plus des redevances qui seront versées plus tard. L'écart d'acquisition résultant de cette transaction s'est chiffré à 2,1 millions \$.

Le 1^{er} juillet 2001, CGI a acquis Larochelle Gratton, une firme québécoise de services-conseils en TI, au prix de 4,7 millions \$ en espèces et de 516 352 actions subalternes classe A de CGI. Au moment de l'acquisition, l'entreprise comptait 200 employés et son chiffre d'affaires annuel totalisait 18,0 millions \$. Un écart d'acquisition de 7,8 millions \$ a été inscrit dans le contexte de cette transaction.

Le 27 juillet 2001, CGI a complété sa fusion avec IMRglobal Corp. (« IMRglobal »), après avoir obtenu l'approbation de la majorité des actionnaires d'IMRglobal. En vertu de cette transaction, CGI a acquis toutes les actions ordinaires en circulation d'IMRglobal, à raison de 1,5974 action subalterne classe A de CGI pour chaque action ordinaire d'IMRglobal. CGI a émis 70,8 millions d'actions subalternes classe A et 8,4 millions d'options d'achat d'actions subalternes classe A, représentant une valeur totale de 552,8 millions \$. Les éléments hors caisse du fonds de roulement acquis comprenaient des frais d'acquisition et d'intégration de 68,0 millions \$ représentant des honoraires ainsi que les dépenses nécessaires pour fermer ou regrouper certaines activités d'IMRglobal. Dans le cadre de la répartition préliminaire du prix, CGI a inscrit un écart d'acquisition de 578,5 millions \$ qui ne sera pas amorti, conformément aux nouvelles normes comptables qui ont pris effet le 1^{er} juillet 2001.

Le 7 août 2001, CGI a acquis LoyalTech, en contrepartie d'un paiement total de 4,2 millions \$. Cette société portugaise de services de consultation et d'intégration de systèmes se spécialise dans les solutions de gestion de la relation client et dans les stratégies de commerce électronique. Au moment de la transaction, LoyalTech réalisait un chiffre d'affaires annualisé de plus de 4 millions \$. CGI a inscrit un écart d'acquisition de 4,2 millions \$ dans le cadre de cette transaction.

Le 27 août 2001, CGI a signé une entente de coentreprise avec l'ancienne équipe de direction de Digital 4Sight, une société torontoise de stratégie et de recherche. L'entente visait à accélérer le développement de Digital 4Sight en créant une nouvelle firme de stratégie et de recherche en gestion. CGI a versé 200 000 \$ pour y acquérir un intérêt de 51,0 %, et a inscrit la même somme à titre d'écart d'acquisition.

Le 10 septembre 2001, CGI a acquis la société québécoise EPC Services Conseils Inc. (« EPC »), une société de services de consultation en TI, au prix de 155 000 \$.

Grands contrats

Le 4 janvier 2001, CGI a signé un contrat d'impartition d'une valeur de plus de 119 millions \$ avec la Financière Sun Life (« Sun Life ») au Royaume-Uni. En vertu de ce contrat s'échelonnant sur une période de sept ans, CGI a pris en charge le centre de traitement des données de Sun Life à Basingstoke, au Royaume-Uni. Elle assurera l'exploitation et le soutien de l'infrastructure de TI et des postes de travail du client.

Le 22 janvier 2001, CGI a annoncé la prolongation de son contrat d'impartition avec l'Association Interac. Le nouveau contrat, dont la valeur n'a pas été divulguée, comprend de nouveaux volets et a une durée de 10 ans.

Le 7 février 2001, CGI a signé un contrat de plusieurs millions de livres sterling avec Allianz, l'un des principaux assureurs au monde. Ce contrat visait la mise en œuvre de GIOS, la solution d'assurance de CGI, dans plus de 20 pays.

Le 5 avril 2001, CGI et UCAR International Inc. (« UCAR ») ont signé un contrat d'impartition de 10 ans, de l'ordre de 75 millions \$US. En vertu de ce contrat, CGI assurera la gestion du centre de traitement des données, des réseaux, de la bureautique, des télécommunications et des systèmes provenant d'UCAR, en optimisant le coût-efficacité de son modèle de prestation des services à distance.

Le 14 juin 2001, CGI a commencé à exploiter les systèmes informatiques de la Banque Laurentienne du Canada (« Banque Laurentienne »), dans le cadre d'un contrat d'impartition de 10 ans, d'une valeur de 300,0 millions \$. Le contrat englobe plusieurs domaines tels que le développement de projets, la maintenance et le perfectionnement des applications, le soutien des opérations et le soutien aux guichets automatiques bancaires. Ce contrat a été signé le 4 juin 2001.

Le 1^{er} octobre 2001, CGI a conclu une alliance stratégique de 10 ans, d'une valeur de 380,0 millions \$US, avec la Fireman's Fund Insurance Company (« Fireman ») de Californie. Dans le cadre de ce contrat, CGI a pris en charge le centre de traitement des données haute technologie de l'assureur situé à Phoenix, et fournira des services de soutien en TI à environ 80 établissements aux États-Unis.

Changement organisationnel

Le 27 juillet 2001, CGI a annoncé la création d'une nouvelle unité chargée de fournir des services de gestion des fonctions d'affaires aux clients de CGI dans le monde entier. Le même jour, CGI a annoncé la mise en place d'une nouvelle structure mieux adaptée aux activités de la Société. Dans le cadre de cette réorganisation, trois présidents dirigent l'exploitation de CGI, soit : Michael Roach, président, Canada et Europe ; Satish Sanan, président, États-Unis et Asie-Pacifique ; et Joseph Saliba, président, Services de gestion des fonctions d'affaires. Aucune modification n'a été apportée aux fonctions globales et corporatives de CGI. La présentation de l'information financière de la Société a été adaptée à la nouvelle structure de gestion de l'exploitation en date du 1^{er} octobre 2001.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Chaque unité est évaluée par son président, qui relève directement du chef de la direction, principalement en fonction des éléments suivants : produits, bénéfice d'exploitation et contribution nette. Cette dernière correspond au bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices, participation dans une société satellite et amortissement de l'écart d'acquisition.

Initiatives stratégiques visant la croissance

La stratégie de croissance de CGI repose sur quatre piliers : la croissance interne, les grands contrats d'impartition, l'acquisition de sociétés spécialisées et les grandes acquisitions d'entreprises.

Au cours de l'exercice 2001, CGI a signé plusieurs contrats d'impartition d'une valeur totale de 2,1 milliards \$ (sans tenir compte du carnet de commandes des sociétés acquises). En outre, elle a signé avec la société Fireman un contrat d'une valeur de 380,0 millions \$US, qui a pris effet le 1^{er} octobre 2001. Certains de ces mandats étaient en voie de négociation depuis la fin de l'exercice 2000, mais leur signature avait été retardée par le passage à l'an 2000.

Tout au long de l'exercice 2001, CGI a continué à acquérir des entreprises spécialisées du secteur des services en TI et à effectuer des prises de participation dans des coentreprises, ce qui lui a permis d'enrichir ses offres destinées aux marchés verticaux ou d'étendre sa portée géographique. Ces acquisitions et ces prises de participation ont augmenté ses revenus annuels d'environ 160 millions \$ et 35 millions \$, respectivement (sur la base des revenus annualisés à la date des acquisitions et prises de participation).

CGI a également poursuivi sa stratégie d'acquisition de grandes entreprises. Le 27 juillet 2001, elle a conclu une entente de fusion avec IMRglobal, ce qui a sensiblement accru sa masse critique aux États-Unis et sur d'autres marchés internationaux. Au cours de son dernier semestre terminé le 30 juin 2001, à titre de société inscrite en bourse, les revenus annualisés d'IMRglobal atteignaient approximativement 235 millions \$US.

CGI est toujours à la recherche de grandes acquisitions d'entreprises et continue à mettre l'accent sur une pénétration accrue du marché américain. Le modèle de prestation des services en TI de la Société est l'un des moteurs importants de cette croissance. Ce modèle, qui se caractérise par sa grande rentabilité, lui a permis de signer plusieurs contrats d'impartition pendant l'exercice. Il s'agit d'un modèle souple en vertu duquel CGI peut servir ses clients américains en combinant ses ressources locales (aux États-Unis), continentales (au Canada) et outre-mer (en Inde). CGI est ainsi en mesure d'optimiser son centre de traitement des données de Phoenix, nouvellement acquis, son réseau d'infrastructures au Canada, de même que ses centres de développement d'applications de Bangalore et de Mumbai.

Performance globale

Pendant l'exercice 2001, les produits d'exploitation de CGI ont progressé pour la vingt-cinquième année consécutive. Ils se sont établis à 1,58 milliard \$, comparativement à 1,44 milliard \$ pour l'exercice 2000 et à 1,41 milliard \$ pour l'exercice 1999. Le bénéfice d'exploitation avant amortissement des immobilisations ainsi que des coûts liés à des contrats et autres actifs à long terme de l'exercice 2001 a totalisé 229,6 millions \$, soit une hausse par rapport à 171,7 millions \$ en 2000 et à 214,3 millions \$ en 1999. Le bénéfice avant amortissement de l'écart d'acquisition s'est amélioré de 22,3 % pendant l'exercice 2001, par rapport à l'exercice précédent. Il s'est chiffré à 89,9 millions \$ (0,30 \$ par action de base et dilué), alors qu'il s'élevait à 73,5 millions \$ (0,27 \$ par action de base et dilué) en 2000 et à 99,9 millions \$ (0,37 \$ par action de base et dilué) en 1999. Le bénéfice net de l'exercice 2001 a totalisé 62,8 millions \$ (0,21 \$ par action de base et dilué), comparativement à 55,7 millions \$ (0,21 \$ par action de base et 0,20 \$ par action dilué) en 2000 et à 83,8 millions \$ (0,31 \$ par action de base et dilué) en 1999. La marge bénéficiaire nette a été de 4,0 % pour l'exercice 2001, alors qu'elle s'élevait à 3,9 % un an plus tôt et à 5,9 % en 1999.

Au quatrième trimestre de l'exercice 2001, les produits d'exploitation ont atteint 469,0 millions \$, comparativement à 320,1 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice d'exploitation avant amortissement des immobilisations ainsi que des coûts liés à des contrats et autres actifs à long terme s'est élevé à 72,6 millions \$, alors qu'il était de 24,8 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2000. Le bénéfice avant amortissement de l'écart d'acquisition a totalisé 27,2 millions \$ (0,08 \$ par action de base et dilué), par rapport à 7,1 millions \$ (0,03 \$ par action de base et dilué) au quatrième trimestre de l'exercice 2000. Le bénéfice net s'est chiffré à 19,8 millions \$ (0,06 \$ par action de base et dilué), relativement à 2,4 millions \$ (0,01 \$ par action de base et dilué) au quatrième trimestre de l'exercice 2000. Le bénéfice avant amortissement de l'écart d'acquisition s'est amélioré de 283,1 % comparativement au même trimestre de l'exercice antérieur, tandis que le bénéfice net s'est amélioré de 725,0 %.

Le bilan de CGI demeurerait solide au 30 septembre 2001. La Société détenait des espèces et quasi-espèces d'une valeur de 46,0 millions \$ et ses capitaux propres s'élevaient à 1,48 milliard \$. Sa dette à long terme de 40,3 millions \$ était principalement liée à des acceptations bancaires et à des contrats de location-acquisition.

Fluctuations saisonnières

Les résultats trimestriels de CGI sont assujettis à certaines fluctuations saisonnières. Ces fluctuations ont été atténuées au cours des années par l'importance accrue des contrats d'impartition qui procurent des revenus mensuels constants tout au long de l'exercice. Les résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2001 ont été légèrement influencés par les facteurs saisonniers liés à l'acquisition, en juillet 2001, d'IMRglobal, dont les principales activités sont les services de consultation et d'intégration de systèmes.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Comparaison des résultats de l'exploitation pour les exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de la Société ont progressé de 10,1 % pendant l'exercice 2001, atteignant 1 581,3 millions \$. Ils avaient peu évolué pendant l'exercice 2000, s'établissant à 1 436,0 millions \$, alors qu'ils s'étaient accrus de 90,2 % pour totaliser 1 409,5 millions \$ en 1999. Les acquisitions d'entreprises expliquent la croissance réalisée pendant l'exercice 2001.

Sur les marchés américain et internationaux, il s'est avéré difficile de réaliser une croissance des produits d'exploitation tout au long de l'exercice 2001. En outre, l'achèvement d'un important contrat d'intégration de systèmes au Brésil, pendant l'exercice 2000, a freiné la croissance interne en 2001.

Ces facteurs ont été plus que compensés par le dynamisme de la stratégie d'acquisition en deux volets de CGI, qui vise à la fois l'acquisition de firmes spécialisées et d'entreprises de grande envergure. Pendant l'exercice 2001, CGI a augmenté ses revenus de 216,5 millions \$ à la suite de l'acquisition de neuf sociétés de services en TI et de prises de participation dans quatre coentreprises du même genre. CGI a également acquis une importante société américaine, IMRglobal, dont la contribution aux revenus a représenté 48,7 millions \$ pendant les deux derniers mois de l'exercice.

Tout au long de l'exercice, CGI a également signé de nombreux contrats d'impartition qui ont fortement soutenu la croissance de ses produits d'exploitation. Entre autres, outre les contrats avec Sun Life et Allianz qui sont entrés en vigueur pendant l'exercice (le 4 janvier et le 7 février 2001, respectivement), le contrat signé avec Desjardins a contribué au chiffre d'affaires pendant cinq mois et l'entente conclue avec la Banque Laurentienne a augmenté les revenus pendant trois mois et demi.

Au cours de l'exercice 2000, les revenus de CGI ont été alimentés pendant 12 mois par le contrat d'impartition avec Bell Mobilité et par l'acquisition de DRT Systems International et de DRT Systems International L.P. (collectivement appelés «DRT»), qui avait pris effet le 1^{er} juillet 1999. Néanmoins, pendant le même exercice, Bell Canada a réduit ses dépenses en TI et l'ensemble de l'industrie a subi les effets d'un fléchissement des dépenses de services en TI résultant du passage à l'an 2000, ce qui a en partie annulé la croissance des revenus. La croissance de 90,2 % réalisée en 1999 provenait notamment du contrat d'impartition d'une valeur de 4,5 milliards \$ sur 10 ans signé avec Bell Canada (par l'entremise de l'acquisition de Bell Sygma Solutions Telecom par CGI) et de l'acquisition de Bell Sygma International, dont les revenus ont été intégrés aux produits d'exploitation de CGI pendant la totalité de l'exercice 1999. Elle résultait également de l'acquisition de Technologie Desjardins Laurentienne, le 1^{er} janvier 1999.

Au cours de l'exercice 2001, 77 % des produits d'exploitation de CGI provenaient du Canada (73 % en 2000 et 81 % en 1999); 17 % émanaient des États-Unis (15 % en 2000 et 10 % en 1999); et 6 % venaient de l'International (12 % en 2000 et 9 % en 1999).

En fonction des catégories de services, pendant l'exercice 2001, 69 % des produits d'exploitation de CGI ont résulté de la gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition), tandis que 31 % provenaient des services-conseils et de l'intégration de systèmes. Ces chiffres s'établissaient à 62 % et 38 % respectivement pour l'exercice 2000, et à 72 % et 28 % respectivement pour l'exercice 1999.

Charges d'exploitation

Les coûts des services et frais de vente et d'administration se sont élevés à 1 339,1 millions \$ (84,7 % des produits d'exploitation) pendant l'exercice 2001, comparativement à 1 254,4 millions \$ (87,3 % des produits d'exploitation) en 2000 et à 1 185,6 millions \$ (84,1 % des produits d'exploitation) en 1999. La baisse du ratio des charges d'exploitation sur les revenus, au cours de l'exercice 2001, résulte de la réduction des frais généraux attribuable à divers facteurs : l'utilisation plus efficace des membres de CGI aux États-Unis et dans les unités internationales ; les synergies découlant de l'intégration des entreprises acquises et des contrats d'impartition ; la contribution d'IMRglobal et des autres sociétés acquises aux produits d'exploitation ; et enfin, les crédits d'impôt sur les salaires accordés à CGI par le gouvernement du Québec en raison de son emménagement futur dans la Cité du commerce électronique.

Les frais de recherche se sont élevés à 12,6 millions \$ pendant l'exercice 2001, comparativement à 10,0 millions \$ en 2000 et à 9,6 millions \$ en 1999. Pendant l'exercice, la Société a poursuivi le programme d'investissement stratégique annoncé en 2000, en vertu duquel elle s'était engagée à investir 50,0 millions \$. Par ce programme, CGI vise à favoriser les initiatives axées sur les clients, à développer des solutions exclusives et à mettre de nouvelles technologies en œuvre, dans le but de répondre aux besoins variés et croissants de ses clients. Pendant l'exercice 2000, les dépenses en recherche étaient consacrées au renforcement des capacités liées aux applications Web et à la propriété intellectuelle connexe. En 1999, CGI avait principalement mis l'accent sur la mise au point de solutions pour les assureurs de dommages du Canada et des États-Unis.

Bénéfice avant amortissement des immobilisations ainsi que des coûts liés à des contrats et autres actifs à long terme

Le bénéfice avant amortissement des immobilisations ainsi que des coûts liés à des contrats et autres actifs à long terme s'est établi à 229,6 millions \$ pour l'exercice 2001, comparativement à 171,7 millions \$ en 2000 et à 214,3 millions \$ en 1999. Pendant l'exercice 2001, la Société a inscrit des dépenses d'amortissement des immobilisations de 32,5 millions \$, par rapport à 26,4 millions \$ et 27,4 millions \$ pour les deux exercices précédents, respectivement. La hausse de l'amortissement des immobilisations observée en 2001 résulte de l'achat d'immobilisations, dans le cadre du contrat conclu avec Desjardins, de l'acquisition de neuf sociétés et de quatre prises de participation dans des coentreprises. Pendant l'exercice 2000, l'amortissement des immobilisations a légèrement fléchi par rapport à l'exercice précédent, car certains éléments d'actif étaient entièrement amortis et la Société n'a acquis que deux sociétés pendant cet exercice. Les dépenses d'amortissement des immobilisations inscrites pour l'exercice 1999 découlaient de l'achat de nouveaux éléments d'actif, dans le cadre d'acquisitions d'entreprises.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pendant l'exercice 2001, les dépenses d'amortissement des coûts liés à des contrats et autres actifs à long terme ont totalisé 33,5 millions \$, soit une hausse par rapport aux dépenses de 22,0 millions \$ et de 20,9 millions \$ inscrites au cours des deux exercices précédents, respectivement. La hausse enregistrée en 2001 résulte des coûts assumés pour réaliser de grands contrats d'impartition avec Desjardins, la Banque Laurentienne, UCAR et Sun Life, notamment. L'augmentation observée pendant l'exercice 2000 provenait pour sa part des droits d'utilisation de logiciels et d'autres frais assumés dans le cadre de contrats de gestion des TI.

Intérêts

Les dépenses d'intérêts sur la dette à long terme se sont élevées à 4,2 millions \$ pour l'exercice 2001, comparativement à 3,6 millions \$ un an plus tôt et à 1,4 million \$ en 1999. Pendant l'exercice 2001, les dépenses d'intérêts découlaient surtout d'un emprunt effectué pour réaliser un grand contrat d'impartition et une acquisition. En 2000, la Société a assumé pendant 12 mois les intérêts de la dette à long terme contractée pour financer l'acquisition de DRT. En 1999, les frais d'intérêts étaient liés en grande partie au financement, pendant trois mois, de l'acquisition de DRT.

Le revenu d'intérêts s'est chiffré à 3,0 millions \$ pendant l'exercice 2001, par rapport à 3,9 millions \$ en 2000 et à 5,3 millions \$ en 1999. Le revenu d'intérêts provient du placement des soldes excédentaires de trésorerie dans des titres à court terme, à revenu fixe.

Impôts sur les bénéfices

Le taux d'imposition effectif avant amortissement de l'écart d'acquisition est passé de 41,2 % pour l'exercice 1999 à 40,5 % en 2000 et à 44,5 % en 2001. Pendant l'exercice 2001, la Société a comptabilisé de nouvelles provisions pour moins-value portant sur les avantages fiscaux associés aux pertes subies aux États-Unis et dans d'autres pays étrangers.

Bénéfice avant amortissement de l'écart d'acquisition

Le bénéfice avant amortissement de l'écart d'acquisition a atteint 89,9 millions \$ (0,30 \$ par action de base et dilué) pour l'exercice 2001, alors qu'il totalisait 73,5 millions \$ (0,27 \$ par action de base et dilué) pour l'exercice 2000 et 99,9 millions \$ (0,37 \$ par action de base et dilué) pour l'exercice 1999. La croissance des produits d'exploitation résultant des nouveaux contrats d'impartition de grande envergure et des acquisitions explique la hausse enregistrée en 2001. Cette hausse a toutefois été atténuée par l'augmentation de la dépense d'impôt.

Amortissement de l'écart d'acquisition

Les dépenses d'amortissement de l'écart d'acquisition, après impôts, sont passées de 16,1 millions \$ pour l'exercice 1999 à 17,9 millions \$ en 2000 et à 27,1 millions \$ en 2001. La hausse notée durant l'exercice 2001 découle principalement de l'écart d'acquisition des sociétés acquises pendant l'exercice, et du fait que l'écart d'acquisition lié à APG Solutions & Technologies Inc. (« APG ») a été amorti pendant 12 mois au cours de l'exercice, alors qu'il ne l'avait été que pendant un mois en 2000. Depuis le 1^{er} juillet 2001, la Société a adopté les recommandations du chapitre 1581 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), *Regroupements d'entreprises*, et celles du chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés, page 37. Par conséquent, CGI n'a pas amorti les écarts d'acquisition liés à l'acquisition des entreprises IMRglobal, LoyalTech, Laroche Gratton, EPC et Digital4Sight. À compter du 1^{er} octobre 2001, CGI ne comptabilisera plus l'amortissement de l'écart d'acquisition.

Bénéfice net

Le bénéfice net a totalisé 62,8 millions \$ (0,21 \$ par action de base et dilué) pour l'exercice 2001, ce qui représente une amélioration de 12,8 % par rapport à l'exercice 2000 (55,7 millions \$ ou 0,21 \$ par action de base et 0,20 \$ par action dilué), mais une baisse par rapport à l'exercice 1999 (83,8 millions \$ ou 0,31 \$ par action de base et dilué). La marge bénéficiaire nette a été de 4,0 % pour l'exercice 2001, alors qu'elle s'élevait à 3,9 % un an plus tôt et à 5,9 % en 1999.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation s'est établi à 299 500 350 pendant l'exercice 2001 (une hausse de 10,7 %), à 270 442 354 en 2000 (une hausse de 0,9 %), et à 267 969 082 en 1999 (une hausse de 14,2 %), en tenant compte de la subdivision qui a pris effet en janvier 2000. Comme nous le décrivons à la note 7 des états financiers consolidés, pendant l'exercice 2001, la hausse du nombre moyen pondéré d'actions en circulation a résulté des émissions suivantes : 70 753 841 actions pour l'acquisition d'IMRglobal, le 27 juillet 2001 ; 5 953 248 actions liées à l'exercice du droit de préemption de Serge Godin et d'André Imbeau, dans le cadre de l'acquisition d'IMRglobal, le 14 août 2001 ; et 15 081 337 actions en contrepartie des acquisitions d'entreprises décrites à la note 9 des états financiers consolidés, page 46.

Le 1^{er} octobre 2000, la Société a adopté les nouvelles recommandations du chapitre 3500 du Manuel de l'ICCA, *Résultat par action*. Conformément à ces nouvelles recommandations, la méthode des actions propres (autodétenues) est utilisée plutôt que l'approche des profits théoriques pour déterminer l'effet dilutif des options et des bons de souscription émis. De plus, le chapitre exige qu'une conciliation du numérateur et du dénominateur soit présentée (se reporter aux notes 2 et 7 des états financiers consolidés, pages 37 et 42).

Calculé en fonction des principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») des États-Unis, le bénéfice net s'est établi à 46,2 millions \$ (0,15 \$ par action de base et dilué) pour l'exercice 2001, à 53,9 millions \$ (0,20 \$ par action de base et dilué) pour l'exercice 2000 et à 86,1 millions \$ (0,32 \$ par action de base et dilué) pour l'exercice 1999. Les écarts entre les résultats obtenus au moyen des PCGR du Canada et des PCGR des

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

États-Unis découlent principalement de différences touchant le traitement comptable des bons de souscription et la comptabilisation des coûts d'intégration.

Liquidités et ressources financières

CGI a terminé l'exercice avec un bilan solide et des liquidités qui, combinées à la facilité de crédit dont elle dispose, suffisent au financement de sa stratégie de croissance interne. Si ces ressources devaient être augmentées substantiellement pour financer de nouveaux contrats d'impartition importants ou de grandes acquisitions d'entreprises, la Société comblerait probablement ses besoins supplémentaires de liquidités en émettant des titres de créance ou des actions.

Au cours de l'exercice 2001, la Société a renégocié la facilité de crédit renouvelable de 250,0 millions \$ qu'elle avait conclue avec quatre banques à charte canadienne en 1999. Cette facilité de crédit est mise à la disposition de CGI pour des acquisitions d'entreprises ou comme crédit de fonds de roulement ; elle peut être convertie en prêt à terme fixe de trois ans au gré de la Société. À la fin de l'exercice 2001, la facilité présentait un solde de crédit disponible total de 225,2 millions \$.

Les flux de trésorerie liés à l'exploitation avant variation des éléments hors caisse du fonds de roulement se sont élevés à 194,2 millions \$ (0,65 \$ par action de base) pour l'exercice 2001, comparativement à 126,3 millions \$ (0,47 \$ par action de base) en 2000, et à 162,0 millions \$ (0,60 \$ par action de base) en 1999. Redressés pour tenir compte de la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement, les flux de trésorerie liés à l'exploitation étaient de 174,0 millions \$, 67,6 millions \$ et 76,5 millions \$, respectivement, pour les exercices 2001, 2000 et 1999. La variation des flux de trésorerie liés à l'exploitation, pendant l'exercice 2001, provient de la hausse de 7,1 millions \$ (12,8 %) du bénéfice net, ainsi que de l'augmentation des dépenses d'amortissement et des impôts futurs.

La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement, qui exclut les acquisitions d'entreprises décrites à la note 9 des états financiers consolidés, page 46, résulte d'une hausse des débiteurs et des travaux en cours liée à la croissance du volume d'affaires, aux acquisitions d'entreprises et aux contrats majeurs d'impartition signés au cours de l'exercice. Les créiteurs et les charges à payer ont augmenté dans le cours normal des activités de l'entreprise. Les produits reportés ont augmenté en raison de la facturation anticipée des nouveaux contrats d'impartition et d'une hausse générale liée à d'autres contrats d'impartition. Pendant l'exercice 2000, la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement provenait principalement d'une baisse des créiteurs et des charges à payer associée à la diminution des charges d'exploitation, sur une base trimestrielle.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont élevés à 15,8 millions \$ pendant l'exercice 2001, comparativement à 11,2 millions \$ en 2000 ; pour l'exercice 1999, on avait enregistré des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 41,5 millions \$. Au cours de l'exercice 2001, la Société a utilisé des liquidités pour réduire de 65,0 millions \$ la dette à long terme de sociétés acquises (principalement Star Data et IMRglobal). En outre, pendant cet exercice, la Société a remboursé une somme de 5,0 millions \$ sur sa facilité de crédit, au-delà des sommes retirées pendant l'exercice.

La Société a émis des actions d'une valeur de 54,2 millions \$ pendant l'exercice 2001, comparativement à 10,9 millions \$ pendant l'exercice précédent. Les actions ont été émises à la suite de l'exercice du droit de préemption de deux actionnaires majoritaires de la Société, dans le cadre de la fusion avec IMRglobal, ainsi que de l'exercice d'options.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont chiffrés à 157,8 millions \$ pendant l'exercice 2001, en hausse par rapport aux 50,3 millions \$ de l'exercice 2000. Les acquisitions d'entreprises ont totalisé 86,4 millions \$ en 2001, en raison des 10 acquisitions d'entreprises et des quatre prises de participation dans des coentreprises complétées pendant l'exercice. Elles s'étaient établies à 18,4 millions \$ pendant l'exercice 2000, alors que la Société avait réalisé deux acquisitions d'entreprises (voir la description complète des acquisitions sous la section « Acquisitions d'entreprises », page 25). Les acquisitions d'immobilisations ont atteint 24,0 millions \$ pendant l'exercice 2001, comparativement à 18,1 millions \$ l'année précédente. L'amélioration de l'infrastructure de Star Data et l'achat d'autres immobilisations, dans le cours normal des activités de l'entreprise, expliquent cette hausse.

Les coûts liés à des contrats et autres actifs à long terme comprennent les frais assumés dans le cadre des contrats d'impartition signés au cours de l'exercice, notamment avec Desjardins, la Banque Laurentienne, Sun Life et UCAR.

La diminution nette des espèces et quasi-espèces s'est établie à 3,3 millions \$ pour l'exercice 2001, comparativement à une augmentation nette de 7,1 millions \$ en 2000 et à une diminution nette de 79,2 millions \$ en 1999.

Modifications des normes comptables

À compter du 1^{er} juillet 2001, la Société a adopté les recommandations du chapitre 1581 du Manuel de l'ICCA, *Regroupements d'entreprises*, et celles du chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*. En vertu de ces normes, tous les regroupements d'entreprises doivent être comptabilisés à l'aide de la méthode de l'achat pur et simple. En outre, à compter du 1^{er} janvier 2002, l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels dont la durée de vie est indéfinie ne seront plus amortis ; ils devront faire l'objet d'un test de dépréciation chaque année, conformément aux nouvelles normes. Veuillez vous reporter à la note 2 des états financiers consolidés, page 37.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Bilan à la clôture des exercices 2001 et 2000

Au 30 septembre 2001, l'actif de CGI s'était accru de 122,2 % pour se chiffrer à 2 062,8 millions \$, comparativement à 928,6 millions \$ à la fin de l'exercice précédent. Tous les éléments d'actif ont augmenté par rapport à l'exercice 2000, principalement l'écart d'acquisition, qui s'est accru de 718,9 millions \$ (ou 181,6 %) pour atteindre 1 114,8 millions \$, par rapport à 395,9 millions \$ au 30 septembre 2000. Cette variation provient de l'acquisition, au cours de l'exercice 2001, d'IMRglobal (dont l'écart d'acquisition représente 578,5 millions \$) et de neuf autres entreprises, et des quatre prises de participation dans des coentreprises effectuées pendant la même période.

Les débiteurs inscrits pour l'exercice 2001 comprennent les crédits d'impôt sur les salaires consentis par le gouvernement du Québec dans le cadre de son programme visant à établir la Cité du commerce électronique, que la Société comptabilise depuis le troisième trimestre de l'exercice 2000. Ces crédits ont été exclus du calcul du délai moyen de recouvrement des comptes clients et des travaux en cours, qui s'est établi à 72 jours, comparativement à 75 jours pendant l'exercice 2000. Si l'on exclut l'impact de l'acquisition d'IMRglobal, le délai moyen de recouvrement de CGI se situait à 65 jours le 30 septembre 2001. Cet écart résulte du fait que les revenus d'IMRglobal n'ont été comptabilisés que pendant deux mois de l'exercice 2001. Pendant l'exercice 2000, le délai moyen de recouvrement avait été influencé par l'acquisition d'APG, conclue à la toute fin de l'exercice.

Les immobilisations ont augmenté de 58,9 millions \$ au 30 septembre 2000 à 123,4 millions \$ au 30 septembre 2001. La hausse résulte principalement de l'acquisition d'éléments d'actif dans le cadre d'acquisitions d'entreprises ou de contrats d'impartition. Quatre immeubles d'une valeur totale de 23,4 millions \$ ont été acquis dans le cadre de la fusion avec IMRglobal. Deux d'entre eux se trouvent à Clearwater tandis que les autres sont situés à Mumbai et à New Delhi.

Les coûts liés à des contrats et autres actifs à long terme se rapportent à de grands contrats d'impartition. Ils comprennent certains coûts d'intégration, ainsi que des mesures incitatives et des bons de souscription visant à encourager les clients à utiliser les services de CGI. Ces contrats prévoient des modalités garantissant qu'en cas de résiliation anticipée, tout montant non amorti serait remboursé à CGI.

Les créiteurs et charges à payer s'élevaient à 315,9 millions \$ au 30 septembre 2001, en hausse de 121,3 % par rapport à la somme de 142,8 millions \$ enregistrée un an plus tôt, en raison principalement des 10 acquisitions d'entreprises et des quatre prises de participation dans des coentreprises. À la même date, des créiteurs et charges à payer supplémentaires de 53,1 millions \$ ont découlé de la fusion avec IMRglobal.

Les produits reportés totalisaient 85,2 millions \$ au 30 septembre 2001, comparativement à 33,2 millions \$ un an plus tôt. Le passif à court terme comprend principalement des honoraires qui ont été réglés avant la prestation des services, dans le cadre de certains contrats d'impartition. La hausse correspond à la croissance du nombre et de la valeur des contrats d'impartition signés pendant l'exercice 2001.

La dette à long terme était de 40,3 millions \$ le 30 septembre 2001, soit une baisse de 7,1 % par rapport à la dette à long terme de 43,4 millions \$ enregistrée un an plus tôt. Cette baisse provient du remboursement net de 5,0 millions \$ sur les facilités de crédit, partiellement annulé par de nouveaux contrats de location-acquisition.

Les crédits reportés représentent principalement la portion inutilisée des rabais accordés en vertu des contrats signés avec Desjardins et la Banque Laurentienne.

Risques et incertitudes

La direction de CGI est confiante quant aux perspectives d'avenir à long terme de la Société. Néanmoins, il faut tenir compte des risques et incertitudes décrits ci-dessous, entre autres, afin d'évaluer son potentiel de croissance.

Concurrence pour l'obtention des contrats—CGI gère toutes les dimensions de ses affaires de façon très disciplinée. Une part croissante de ses méthodes est codifiée sous la forme de processus de gestion certifiés ISO 9001 et dans des manuels corporatifs. Ces processus ont été mis au point pour permettre à CGI de respecter ses normes élevées en s'assurant que ses employés livrent de façon constante des biens et des services conformes aux spécifications. Ils se fondent sur les valeurs solides qui sous-tendent sa culture d'entreprise axée sur les clients. Ils contribuent au taux élevé de succès de CGI en matière d'obtention et de renouvellement des contrats. En outre, la Société comprend à fond les enjeux stratégiques propres aux six secteurs qu'elle cible, ce qui améliore sa position concurrentielle. Grâce à sa masse critique et à son éventail complet de services, CGI possède l'envergure requise pour soumissionner sur les grands contrats de services en TI, en Amérique du Nord et en Europe.

Longueur du cycle de vente des grands contrats d'impartition—Le cycle de vente des grands contrats d'impartition s'étale sur six à 18 mois en moyenne. Pendant le deuxième semestre de l'exercice 2001, la durée moyenne du cycle a été plus brève qu'à l'habitude. Certains contrats d'impartition ont même été signés quelques mois à peine après la transmission des appels d'offres.

Risque de change—L'importance croissante des affaires internationales dans le portefeuille de CGI pourrait accroître le risque de change et avoir ainsi des effets négatifs sur ses résultats d'exploitation. CGI a mis en place une stratégie d'opérations de couverture visant à la protéger, dans la mesure du possible, du risque de change.

Fluctuations reliées aux secteurs d'activité—À la suite de l'acquisition d'IMRglobal, les services de consultation et d'intégration de systèmes représentent une portion accrue du chiffre d'affaires de CGI (relativement aux services d'impartition), ce qui pourrait entraîner des fluctuations trimestrielles plus prononcées. CGI a toutefois entrepris de développer les capacités d'IMRglobal de manière à lui permettre de fournir des services complets d'impartition en TI. Au terme de cette transition, CGI prévoit augmenter à nouveau l'importance relative des services d'impartition et accroître ainsi la stabilité et la prévisibilité de ses revenus.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Disponibilité et coût des professionnels qualifiés – La forte croissance du secteur des TI intensifie la demande de personnel qualifié. CGI a réussi à combler ses besoins en personnel en devenant un employeur recherché grâce à sa culture d'entreprise, à ses valeurs solides, à l'importance qu'elle accorde au développement professionnel ainsi qu'à son programme de rémunération axé sur le rendement. Grâce à son programme complet destiné à attirer et à conserver des professionnels compétents et dévoués, CGI est aujourd'hui l'employeur de premier choix de l'industrie des services en TI. Elle recrute également des professionnels qualifiés par l'entremise de ses contrats d'impartition et de ses acquisitions d'entreprises.

Capacité d'intégrer avec succès les entreprises acquises et les mandats d'impartition – L'intégration d'équipes et d'activités fait maintenant partie des compétences de base de CGI, qui a acquis un nombre important de sociétés depuis 15 ans. L'approche de gestion disciplinée de la Société, fondée pour une large part sur ses cadres de gestion certifiés ISO 9001, joue un rôle important dans l'intégration harmonieuse des ressources humaines et financières des sociétés acquises et des activités qui lui sont confiées en impartition. À la fin de l'exercice 2001, la grande majorité des opérations de CGI avaient obtenu la certification ISO 9001.

Capacité de l'entreprise de développer et d'élargir sa gamme de services pour suivre l'évolution de la demande et les tendances technologiques – CGI utilise plusieurs moyens pour demeurer à l'avant-garde des TI et répondre aux besoins changeants de ses clients, notamment : une spécialisation dans six secteurs cibles ; des alliances commerciales non exclusives avec d'importants fournisseurs de logiciels et d'équipements, ainsi que des alliances stratégiques avec des partenaires majeurs ; le développement de solutions exclusives qui répondent aux impératifs concurrentiels de ses clients ; la formation permanente de son personnel et des transferts continus d'expertises au sein de la Société ; et les acquisitions d'entreprises qui lui procurent un savoir-faire supplémentaire ou une portée géographique accrue.

Changements importants touchant les principales entreprises clientes, résultant par exemple de l'évolution de leur situation financière, de fusions ou d'acquisitions d'entreprises – À l'exception de BCE Inc., de ses filiales et de ses sociétés affiliées, aucune société ni aucun groupe de sociétés ne représente plus de 10 % des produits d'exploitation totaux de la Société.

Risque de responsabilité en cas d'échec dans l'exécution des mandats – La feuille de route de CGI démontre sa capacité de combler ou de surpasser les attentes de ses clients. La Société gère ses activités d'une manière professionnelle. Elle rédige ses contrats de façon à délimiter clairement ses responsabilités et à atténuer les risques.

Perspectives

CGI prévoit réaliser une croissance soutenue pendant l'exercice 2002. Elle poursuivra sa stratégie de développement fondée sur quatre piliers : la croissance interne, les grands contrats d'impartition, l'acquisition d'entreprises spécialisées et l'acquisition d'importantes sociétés.

CGI continuera également à optimiser son modèle distinctif de prestation des services, qui se caractérise par sa souplesse exceptionnelle, pour obtenir un nombre croissant de grands contrats d'impartition aux États-Unis. Au terme de l'intégration harmonieuse d'IMRglobal, CGI prévoit transformer graduellement le modèle d'entreprise d'IMRglobal afin de diminuer l'importance relative des services de consultation et d'intégration de systèmes et d'augmenter celle des services complets d'impartition en TI.

Les services d'impartition en TI font l'objet d'une demande toujours plus vive sur tous les marchés de CGI, particulièrement en Amérique du Nord. Lorsque l'économie ralentit, de plus en plus de sociétés comprennent les avantages de l'impartition des services en TI, qui leur permet de comprimer leur structure de coûts tout en misant sur les TI pour améliorer leur position concurrentielle.

En outre, la solidité du bilan de CGI et les liquidités dont elle dispose lui permettent de saisir les occasions d'acquisition et représentent des atouts importants lorsqu'elle soumissionne sur des contrats majeurs. Sa philosophie de gestion financière demeure conservatrice.

Déclarations prévisionnelles

Toutes les déclarations contenues dans ce rapport annuel, dans tout document soumis à la *U.S. Securities and Exchange Commission* (« SEC »), ou dans toute autre communication écrite ou verbale faite par la Société ou en son nom, qui ne portent pas directement et exclusivement sur des faits historiques, représentent des prévisions (*forward-looking statements* au sens de la loi *Private Securities Litigation Reform Act* de 1995 des États-Unis). Ces prévisions traduisent les intentions, plans, attentes et opinions de la Société ; il est impossible de garantir qu'elles se réaliseront.

Ce rapport annuel peut contenir des prévisions soumises à certains risques et à certaines incertitudes, notamment les prévisions sur les affaires et les résultats d'exploitation de la Société. Certains facteurs pourraient entraîner des écarts significatifs entre les résultats réels et les prévisions, y compris, mais de façon non exclusive, ceux qui sont énumérés dans l'Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, à la section « Risques et incertitudes », et ceux qui sont énumérés dans le formulaire 40F soumis à la SEC, ces importants facteurs étant inclus ici sous forme de renvoi.

CGI décline toute intention ou obligation de mettre ses prévisions à jour ou de les réviser à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ultérieurs ou autrement.

Rapports de la direction et des vérificateurs

Rapport de la direction

La direction de la Société est responsable de la préparation des états financiers contenus dans le rapport annuel et de leur intégrité. Ces états financiers sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et comportent nécessairement certains montants qui sont fondés sur les estimations les plus probables et des jugements faits par la direction. De l'avis de la direction, les états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société, les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la Société utilise des systèmes de contrôle comptable interne et établit des politiques et procédés pour garantir la fiabilité de l'information financière et assurer la protection de son patrimoine. Les systèmes de contrôle interne et les registres financiers font l'objet d'un examen par les vérificateurs externes à l'occasion de la vérification des états financiers.

Le Comité de vérification du conseil d'administration, les vérificateurs externes ainsi que la direction se réunissent régulièrement pour approuver l'étendue des vérifications et évaluer les rapports émis à cet égard. Les états financiers ont été examinés et approuvés par le conseil d'administration après recommandation du Comité de vérification.

Le président du conseil et
chef de la direction,

(Signé)

Serge Godin

Le 5 novembre 2001

Le vice-président exécutif et
chef de la direction financière,

(Signé)

André Imbeau

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de Groupe CGI inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Groupe CGI inc. aux 30 septembre 2001 et 2000 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2001. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 30 septembre 2001 et 2000 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2001 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

(Signé)

Samson Bélair Deloitte & Touche

Comptables agréés

Montréal (Québec)

Le 5 novembre 2001

États financiers

États consolidés des résultats

Des exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars canadiens, sauf pour les résultats par action)

	2001	2000	1999
	\$	\$	\$
Produits	1 581 315	1 436 008	1 409 458
Charges d'exploitation			
Coûts des services et frais de vente et d'administration	1 339 110	1 254 351	1 185 563
Frais de recherche	12 585	9 960	9 618
	1 351 695	1 264 311	1 195 181
Bénéfice d'exploitation avant :	229 620	171 697	214 277
Amortissement des immobilisations	32 536	26 387	27 415
Amortissement des coûts liés à des contrats et autres actifs à long terme	33 460	21 991	20 876
	65 996	48 378	48 291
Bénéfice avant les éléments suivants	163 624	123 319	165 986
Intérêts			
Dette à long terme	4 206	3 624	1 389
Autres	335	130	120
Revenus	(2 999)	(3 898)	(5 310)
	1 542	(144)	(3 801)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices, participation dans une société satellite et amortissement de l'écart d'acquisition	162 082	123 463	169 787
Impôts sur les bénéfices (note 8)	72 165	49 985	69 943
Bénéfice avant participation dans une société satellite et amortissement de l'écart d'acquisition	89 917	73 478	99 844
Participation dans une société satellite	7	64	62
Bénéfice avant amortissement de l'écart d'acquisition	89 924	73 542	99 906
Amortissement de l'écart d'acquisition, après impôts	27 135	17 876	16 090
Bénéfice net	62 789	55 666	83 816
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B, en circulation	299 500 350	270 442 354	267 969 082
Résultat par action avant amortissement de l'écart d'acquisition	0,30	0,27	0,37
Résultat de base par action	0,21	0,21	0,31
Résultat dilué par action	0,21	0,20	0,31

Se reporter aux notes complémentaires.

États consolidés des bénéfices non répartis

Des exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars canadiens)

	2001	2000	1999
	\$	\$	\$
Bénéfices non répartis au début (déclarés antérieurement)	183 156	139 080	55 264
Rajustement pour modification de convention comptable (note 2)	-	(11 590)	-
Bénéfices non répartis au début (retraités)	183 156	127 490	55 264
Bénéfice net	62 789	55 666	83 816
Bénéfices non répartis à la fin	245 945	183 156	139 080

Se reporter aux notes complémentaires.

États financiers

Bilans consolidés

Aux 30 septembre (en milliers de dollars canadiens)

	2001	2000
	\$	\$
Actif		
À court terme		
Espèces et quasi-espèces	46 008	49 341
Débiteurs (note 3)	320 667	218 938
Impôts sur les bénéfices	979	2 733
Travaux en cours	84 838	56 799
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	48 931	19 442
Impôts futurs (note 8)	17 998	7 052
	519 421	354 305
Participation dans une société satellite	–	1 261
Immobilisations (note 4)	123 391	58 900
Coûts liés à des contrats et autres actifs à long terme (note 5)	272 403	93 716
Impôts futurs (note 8)	32 785	24 470
Écart d'acquisition	1 114 793	395 903
	2 062 793	928 555
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	315 902	142 754
Produits reportés	85 163	33 194
Impôts futurs (note 8)	21 013	7 963
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 6)	7 528	5 770
	429 606	189 681
Impôts futurs (note 8)	43 705	23 929
Dette à long terme (note 6)	32 752	37 644
Crédits reportés	74 813	–
	580 876	251 254
Capitaux propres		
Capital-actions (note 7)	1 213 542	491 807
Surplus d'apport	211	211
Bons de souscription (note 7)	19 655	–
Bénéfices non répartis	245 945	183 156
Écart de conversion	2 564	2 127
	1 481 917	677 301
	2 062 793	928 555

Se reporter aux notes complémentaires.

Au nom du conseil,

(Signé)

(Signé)

Administrateur

Administrateur

États financiers

États consolidés des flux de trésorerie

Des exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars canadiens)

	2001	2000	1999
	\$	\$	\$
Activités d'exploitation			
Bénéfice net	62 789	55 666	83 816
Ajustements pour les éléments suivants :			
Amortissement des immobilisations	32 536	26 387	27 415
Perte (gain) à la cession d'immobilisations	-	1 454	(135)
Amortissement des coûts liés à des contrats et autres actifs à long terme	33 460	21 991	20 876
Amortissement de l'écart d'acquisition	28 586	19 153	16 584
Impôts futurs	32 589	2 214	12 364
Perte (gain) de change	4 213	(497)	988
Participation dans une société satellite	(7)	(64)	(62)
Autres	-	-	190
	194 166	126 304	162 036
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement :			
Débiteurs	(33 786)	17 206	(10 229)
Travaux en cours	(12 277)	31 725	(56 552)
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	(556)	(5 486)	(1 389)
Créditeurs et charges à payer	2 073	(92 027)	(10 998)
Impôts sur les bénéfices	(559)	(13 647)	(16 218)
Produits reportés	24 941	3 475	9 860
	(20 164)	(58 754)	(85 526)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	174 002	67 550	76 510
Activités de financement			
Variation nette de la facilité de crédit	(5 000)	(16 200)	46 200
Réduction des autres éléments de la dette à long terme	(65 027)	(5 907)	(9 670)
Émission d'actions	54 206	10 931	4 992
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement	(15 821)	(11 176)	41 522
Activités d'investissement			
Acquisitions d'entreprises (déduction faite de l'encaisse) (note 9)	(86 393)	(18 395)	(119 106)
Participation dans une société satellite	-	(514)	-
Acquisition d'immobilisations	(23 993)	(18 090)	(20 678)
Produit tiré de la vente d'immobilisations	1 270	845	2 201
Coûts liés à des contrats et autres actifs à long terme	(48 635)	(14 177)	(58 884)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(157 751)	(50 331)	(196 467)
(Perte) gain de change sur espèces libellées en monnaie étrangère	(3 763)	1 069	(754)
(Diminution) augmentation nette des espèces et quasi-espèces	(3 333)	7 112	(79 189)
Espèces et quasi-espèces au début	49 341	42 229	121 418
Espèces et quasi-espèces à la fin	46 008	49 341	42 229

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 11)
Se reporter aux notes complémentaires.

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Note 1. Description des activités

Groupe CGI inc. (la « Société » ou « CGI »), directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, offre une gamme complète de services en technologies de l'information (« TI »), comprenant la gestion de fonctions informatiques et d'affaires, l'intégration de systèmes et les services-conseils. La Société se concentre principalement sur les grands contrats d'intégration de systèmes et d'impartition tant pour les sociétés du secteur public que pour celles du secteur privé.

Note 2. Sommaire des principales conventions comptables

Préparation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, lesquels diffèrent à certains égards importants des PCGR des États-Unis. Les écarts importants pertinents pour la Société sont décrits à la note 16.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants inscrits au titre des actifs et des passifs et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants inscrits au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Étant donné que le processus de présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer de celles-ci.

Principes de consolidation

Les états financiers des entités que contrôle la Société sont consolidés. Les entreprises qui sont sous contrôle commun de la Société, ci-après appelées des coentreprises, sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. La société associée, sur laquelle la Société pouvait exercer une influence notable, était comptabilisée selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation.

Constataion des produits et travaux en cours

La Société fournit des services professionnels en vertu de contrats fondés sur l'effort, sur les coûts et à prix fixe. En vertu des contrats fondés sur l'effort, les produits sont constatés au fur et à mesure que les services sont rendus. Pour les contrats fondés sur les coûts, les produits sont constatés au fur et à mesure que les coûts remboursables sont engagés. Les produits tirés des contrats à prix fixe sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux, en vertu de laquelle les produits et le bénéfice sont fondés sur le ratio des coûts engagés par rapport aux coûts estimatifs totaux du projet. Les travaux en cours sont évalués à la valeur de réalisation nette estimative. Les produits reportés représentent principalement les sommes facturées au client en excédent des travaux en cours. Les pertes, le cas échéant, découlant des contrats à long terme sont constatées dans la période pendant laquelle elles sont déterminées.

Les produits tirés de la vente de licences de logiciels sont constatés lorsque le logiciel a été livré au client et lorsque aucune obligation importante de la part du vendeur ne subsiste et que le recouvrement final est raisonnablement certain. Lorsque les ententes de vente de licences incluent plusieurs composantes, les produits tirés de la vente de droits d'utilisation sont constatés selon cette même méthode, pourvu que les services rendus n'incluent pas de modification ni d'adaptation sur mesure du produit original et que les modalités de paiement pour les licences ne soient pas assujetties à des critères d'acceptation de la part du client. Si une période d'acceptation est spécifiée, les produits sont constatés au moment de l'acceptation du produit par le client ou de l'expiration de la période d'acceptation, au premier des deux événements. Les produits tirés de l'entretien de logiciels et des ententes de soutien sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée des ententes respectives.

Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces comprennent principalement l'encaisse non affectée et les placements à court terme dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

Amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile estimative, principalement selon la méthode de l'amortissement linéaire. L'amortissement annuel par catégorie d'immobilisations s'établit comme suit :

Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	Durée du bail plus la première option de renouvellement
Mobilier et agencements	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels	1 à 5 ans

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Note 2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Coûts liés à des contrats et autres actifs à long terme

Les coûts liés à des contrats et autres actifs à long terme comprennent les coûts liés à des contrats, les coûts liés à des logiciels acquis et développés ainsi que les coûts des licences de logiciels et autres.

Les coûts liés à des contrats sont engagés dans le cadre de contrats de gestion des TI confiés à la Société pour des périodes variant de deux ans à 10 ans. Ces charges sont comptabilisées au coût et amorties selon la méthode linéaire sur la durée des contrats respectifs.

Les coûts liés à des contrats comprennent principalement les éléments suivants :

- a) La valeur attribuée à un contrat d'impartition à long terme spécifique conclu par une société acquise ;
- b) Les coûts d'intégration engagés dans le cadre d'importants contrats d'impartition ainsi que les rabais octroyés aux clients à la signature de contrats d'impartition à long terme. Le solde non amorti sera, dans la plupart des cas, remboursable à la résiliation anticipée du contrat, le cas échéant.

Les coûts des logiciels acquis et développés comprennent les logiciels spécifiquement développés ou acquis afin de fournir des contrats d'impartition à long terme à des clients ou à des groupes de clients. Les frais engagés pour le développement de logiciels sont capitalisés uniquement une fois que la faisabilité, du point de vue technique, est établie. Les coûts des logiciels acquis et développés sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative respective.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des actifs nets des entités acquises à chacune des dates d'acquisition. L'écart d'acquisition est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile prévue de 20 ans.

Dans le cas des regroupements d'entreprises comptabilisés après le 30 juin 2001, la Société n'a pas amorti l'écart d'acquisition en résultant, conformément aux recommandations du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») eu égard à la transition formulée dans les chapitres 1581, *Regroupements d'entreprises*, et 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*. En outre, se reporter à la rubrique « Modifications comptables futures » figurant plus loin.

Baisse de valeur des actifs à long terme

La Société évalue la valeur comptable de ses actifs à long terme, y compris l'écart d'acquisition, de façon continue. Afin de déterminer s'il y a baisse de valeur, la direction évalue les flux de trésorerie estimatifs non actualisés qui seront générés par ces actifs et prend également en considération d'autres facteurs. Toute baisse permanente de la valeur comptable des actifs est imputée aux résultats dans la période au cours de laquelle la baisse de valeur est établie. Se reporter à la rubrique « Modifications comptables futures » ayant trait aux écarts d'acquisition et aux autres actifs incorporels figurant plus loin.

Crédits reportés

Les crédits reportés comprennent essentiellement la tranche non utilisée des rabais qu'a consentis la Société à ses clients en vertu de contrats d'impartition à long terme.

Régime d'options d'achat d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions, qui est décrit à la note 7. Aucune charge au titre de la rémunération n'est constatée pour ce régime lorsque des options d'achat d'actions sont octroyées aux employés et aux administrateurs. Toute contrepartie versée par les employés et administrateurs au moment de la levée des options est portée au crédit du capital-actions.

À l'issue d'une acquisition d'entreprise dans le cadre de laquelle des options d'achat d'actions en cours de la société acquise sont devenues des options visant l'achat d'actions subalternes classe A de CGI, la Société a inscrit une somme de 16 519 000 \$ comme capital-actions représentant la juste valeur des options d'achat d'actions acquises en cours de la société acquise à la date d'acquisition (se reporter aux notes 7 et 9).

Recherche

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexes, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Impôts sur les bénéfices

Le 1^{er} octobre 1999, la Société a adopté les recommandations du chapitre 3465, *Impôts sur les bénéfices*, du Manuel de l'ICCA qui a remplacé la méthode du report d'impôts par la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. La Société a appliqué les recommandations rétroactivement sans retraiter les données des exercices antérieurs.

Les impôts futurs résultent de l'incidence fiscale future prévue de la différence entre la valeur comptable d'un élément présenté au bilan et sa valeur fiscale correspondante. Les actifs d'impôts futurs sont comptabilisés seulement si la direction croit qu'il est plus probable qu'improbable que l'actif d'impôts futurs sera réalisé. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont ajustés pour refléter les modifications dans les lois fiscales et les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur.

La modification a eu l'effet cumulatif suivant sur les comptes au 1^{er} octobre 1999 :

	Augmentation	Diminution
	\$	\$
Bénéfices non répartis		11 590
Écart d'acquisition		16 869
Actifs d'impôts futurs à court terme	9 060	
Actifs d'impôts futurs à long terme	4 722	
Passifs d'impôts futurs à court terme	15	
Passifs d'impôts futurs à long terme	8 488	

Conversion des devises

Les états financiers des établissements étrangers autonomes sont convertis selon la méthode du taux courant. Les actifs et les passifs sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen en vigueur durant l'exercice. Les gains et les pertes de change non réalisés sont accumulés et présentés dans les capitaux propres à titre d'écart de conversion.

Les comptes des filiales étrangères, lesquelles sont dépendantes de la société mère du point de vue financier ou de l'exploitation, sont comptabilisés selon la méthode temporelle. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan et les actifs et les passifs non monétaires, au taux de change historique. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période. Les gains ou les pertes de change de ces filiales sont inclus dans le bénéfice net.

Les produits et les charges libellés en devises sont inscrits au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les autres gains ou pertes de change non réalisés sont inscrits dans le bénéfice net.

Résultat par action

Le 1^{er} octobre 2000, la Société a adopté les recommandations du chapitre 3500, *Résultat par action*, du Manuel de l'ICCA. Le nouveau chapitre exige l'utilisation de la méthode du rachat d'actions pour calculer l'effet dilutif des actions ordinaires potentielles. Les résultats de base par action et dilués par action pour chacun des exercices visés ont été calculés selon la méthode du rachat d'actions.

Modifications comptables futures

Depuis peu, l'ICCA a publié les chapitres 1581, *Regroupements d'entreprises*, et 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*. Depuis le 1^{er} juillet 2001, les normes exigent que tous les regroupements d'entreprises soient comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Par ailleurs, à compter du 1^{er} janvier 2002, l'écart d'acquisition et les actifs incorporels dont la durée de vie est indéterminée ne seront plus imputés aux résultats; ils devront être soumis à un test de dépréciation annuellement, conformément aux nouvelles normes, y compris un test de dépréciation transitoire, à l'issue duquel les pertes de valeur constatées seront portées au débit du solde d'ouverture des bénéfices non répartis. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption des nouvelles normes, y compris le test de dépréciation transitoire, ce qui explique qu'elle n'a pas encore évalué cette incidence sur son bénéfice net consolidé ni sur sa situation financière futurs.

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Note 3. Débiteurs

	2001	2000
	\$	\$
Clients	257 669	202 108
Autres ⁽¹⁾	62 998	16 830
	320 667	218 938

⁽¹⁾ Les autres débiteurs comprennent les crédits d'impôt remboursables sur les salaires, calculés au taux de 25 % sur les salaires versés au Québec pour un montant maximal de 10 000 \$ par année par employé admissible. La Société est devenue admissible à ces crédits d'impôt à compter du 11 mai 2000, en vertu de son engagement à se relocaliser dans la Cité du commerce électronique. Ainsi, aux 30 septembre 2001 et 2000, les autres débiteurs comprennent respectivement des montants d'environ 32 513 000 \$ et 7 800 000 \$ au titre de crédits d'impôt remboursables sur les salaires. Si la Société manque à son obligation de se relocaliser ou à d'autres obligations importantes prévues en vertu de l'actuel programme d'octroi de crédits d'impôt sur les salaires, elle sera tenue de rembourser au gouvernement du Québec tous les crédits d'impôt obtenus. Ces remboursements seront imputés aux résultats de la période correspondante.

Note 4. Immobilisations

	2001		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Terrain	4 191	–	4 191
Bâtiments	23 397	167	23 230
Améliorations locatives	30 572	6 033	24 539
Mobilier et agencements	30 411	12 884	17 527
Matériel informatique	112 276	70 140	42 136
Logiciels	24 496	12 728	11 768
	225 343	101 952	123 391

	2000		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Améliorations locatives	25 887	5 917	19 970
Mobilier et agencements	24 260	11 569	12 691
Matériel informatique	72 886	52 002	20 884
Logiciels	15 516	10 161	5 355
	138 549	79 649	58 900

Les immobilisations comprennent des actifs acquis en vertu de contrats de location-acquisition se chiffrant à 11 368 000 \$ (10 549 000 \$ en 2000), déduction faite d'un amortissement cumulé de 27 301 000 \$ (7 981 000 \$ en 2000).

Note 5. Coûts liés à des contrats et autres actifs à long terme

	2001		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Coûts liés à des contrats	205 195	23 152	182 043
Logiciels acquis et développés	65 988	11 484	54 504
Licences de logiciels et autres frais	74 094	38 238	35 856
	345 277	72 874	272 403

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Coûts liés à des contrats	58 719	5 414	53 305
Logiciels acquis et développés	42 540	7 855	34 685
Licences de logiciels et autres frais	34 988	29 262	5 726
	136 247	42 531	93 716

Note 6. Dette à long terme

	2001	2000
	\$	\$
Facilité de crédit renouvelable non garantie, portant intérêt au taux des acceptations bancaires majoré de 0,375 %, ne comportant aucun remboursement de capital avant 2005 ⁽¹⁾	25 000	30 000
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition, portant intérêt à différents taux variant de 5,7 % à 14,7 %, remboursables en versements mensuels de capital et intérêts réunis et échéant à différentes dates d'ici 2006	14 901	12 777
Autres emprunts garantis et non garantis, sans intérêt, remboursables en septembre 2002	379	637
	40 280	43 414
Tranche échéant à moins d'un an	7 528	5 770
	32 752	37 644

⁽¹⁾ Une somme de 199 050 000 \$ demeure disponible en vertu des modalités de cette facilité de crédit renouvelable non garantie. En plus de cette facilité de crédit renouvelable, la Société dispose également de lignes de crédit totalisant 28 750 000 \$, dont une tranche d'environ 2 550 000 \$ a été utilisée afin de garantir des lettres de crédit émises relativement à des contrats avec d'importants clients d'intégration de systèmes et d'impartition.

Les remboursements en capital de la dette à long terme pour les cinq prochains exercices s'établissent comme suit :

	\$
2002	379
2003	-
2004	-
2005	25 000
2006	-

Les versements minimaux en vertu des contrats de location-acquisition se répartissent comme suit :

	Paiement	Intérêts	Capital
	\$	\$	\$
2002	8 107	958	7 149
2003	4 280	503	3 777
2004	3 341	169	3 172
2005	795	53	742
2006	75	14	61
Total des versements minimaux en vertu des contrats de location-acquisition	16 598	1 697	14 901

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Note 7. Capital-actions

Autorisé, en nombre illimité et sans valeur nominale :

- > Actions privilégiées de premier rang, comportant un droit de vote par action, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions privilégiées de second rang, les actions subalternes classe A et les actions classe B ;
- > Actions privilégiées de second rang, sans droit de vote, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions subalternes classe A et les actions classe B ;
- > Actions subalternes classe A, comportant un droit de vote par action, de même rang que les actions classe B quant au versement de dividendes et convertibles en actions classe B, sous réserve de certaines conditions, dans l'éventualité où certaines offres publiques d'achat visant les actions classe B se concrétisent ;
- > Actions classe B, comportant 10 droits de vote par action, de même rang que les actions subalternes classe A quant au versement de dividendes, convertibles en tout temps au gré du détenteur en actions subalternes classe A.

	2001	2000
	\$	\$
Émis et payé		
327 032 717 actions subalternes classe A (240 755 667 en 2000)	1 159 337	490 645
40 799 774 actions classe B (34 846 526 en 2000)	54 205	1 162
	1 213 542	491 807

Au cours de 2001, de 2000 et de 1999, après avoir donné effet rétroactivement à la subdivision des actions de la Société survenue le 7 janvier 2000, les actions subalternes classe A, les actions classe B et les actions privilégiées de premier rang ont évolué comme suit :

	Actions subalternes classe A		Actions classe B	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		\$		\$
Solde au 30 septembre 1999	232 097 696	418 624	34 773 652	148
Options levées	1 790 278	4 992	-	-
Solde au 30 septembre 1999	233 887 974	423 616	34 773 652	148
Émises en contrepartie d'espèces	287 914	4 003	-	-
Émises en contrepartie				
d'acquisitions d'entreprises (note 9)	5 626 369	57 112	-	-
Options levées	953 410	5 914	72 874	1 014
Solde au 30 septembre 2000	240 755 667	490 645	34 846 526	1 162
Émises en contrepartie d'espèces	-	-	5 953 248	53 043
Émises en contrepartie				
d'acquisitions d'entreprises (note 9)	85 835 178	651 010	-	-
Juste valeur des options d'achat				
d'actions émises en contrepartie				
d'acquisition d'entreprise (notes 2 et 9)	-	16 519	-	-
Options levées	441 872	1 163	-	-
Solde au 30 septembre 2001	327 032 717	1 159 337	40 799 774	54 205

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Régime d'options d'achat d'actions

En vertu du régime d'options d'achat d'actions instauré au profit de certains employés et administrateurs de la Société et de ses filiales, le conseil d'administration peut, à son gré, octroyer à certains de ses employés et administrateurs des options leur permettant d'acquérir des actions de la Société. Le prix de levée est déterminé par le conseil d'administration, mais ne peut toutefois être inférieur au cours de clôture moyen des actions classe A pour les cinq jours ouvrables précédant la date de l'octroi. Les options sont généralement acquises dans une période variant entre un an et trois ans à compter de la date d'octroi et doivent être levées dans un délai de 10 ans, sauf en cas de retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Des options visant l'achat de 36 709 965 actions subalternes classe A ont été réservées afin d'être émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions.

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs à toutes les options d'achat d'actions octroyées à certains employés et administrateurs par la Société pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2001		2000		1999	
	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré par action	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré par action	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré par action
		\$		\$		\$
En cours au début	6 413 181	11,46	4 996 414	8,23	5 497 696	4,85
Octroyées	11 705 381	8,89	2 565 594	15,93	1 415 980	14,65
Octroyées en contrepartie de l'acquisition d'entreprise (note 9)	8 424 502	12,27	-	-	-	-
Levées	(441 872)	2,63	(1 026 284)	6,75	(1 790 278)	2,79
Confisquées ou échues	(815 889)	13,90	(122 543)	13,21	(126 984)	9,91
En cours à la fin	25 285 303	10,61	6 413 181	11,46	4 996 414	8,23

Le tableau suivant résume l'information sur les options d'achat d'actions en cours octroyées à certains employés et administrateurs de la Société au 30 septembre 2001 :

Fourchette des prix de levée	Nombre	Durée contractuelle non écoulée moyenne pondérée (années)	Options en cours		Options pouvant être levées	
			Prix de levée moyen pondéré	Nombre	Prix de levée moyen pondéré	Nombre
\$			\$		\$	
0,05 à 2,97	707 941	3	1,42	704 747	1,41	
3,15 à 5,75	2 596 269	5	4,49	1 631 840	5,22	
5,87 à 8,99	10 340 369	10	8,50	604 471	6,71	
9,03 à 13,59	6 179 529	8	10,59	1 839 806	11,32	
14,00 à 16,86	3 031 794	8	15,71	1 905 645	15,57	
17,30 à 23,90	1 916 733	7	19,70	1 077 192	19,57	
24,51 à 29,16	127 216	8	27,98	46 834	27,38	
31,38 à 36,73	385 452	7	34,71	327 467	35,30	
	25 285 303	7	10,61	8 138 002	12,04	

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Note 7. Capital-actions (suite)

Bons de souscription

Aux termes de la conclusion d'un contrat d'impartition stratégique et d'une acquisition d'entreprise (se reporter à la note 9), la Société a octroyé des bons de souscription permettant aux porteurs d'acquérir jusqu'à concurrence de 5 118 210 actions subalternes classe A. Les prix d'exercice ont été déterminés selon le cours de clôture moyen des actions subalternes classe A à une date donnée et durant un certain nombre de jours avant et après les dates respectives auxquelles les opérations ont eu lieu. Les bons de souscription peuvent être exercés à partir de la date de conclusion des contrats ou de la date d'acquisition d'entreprise et sont assortis d'une période d'exercice de cinq ans. Au 30 septembre 2001, 5 118 210 bons de souscription étaient émis et en circulation, dont une tranche de 4 000 000 de bons qui peuvent être exercés à un prix de 6,55 \$ l'action et qui viennent à échéance le 30 avril 2006, tandis que 1 118 210 bons peuvent être exercés au prix de 8,88 \$ l'action et viennent à échéance le 13 juin 2006. La juste valeur totale de ces bons de souscription s'établit à 19 655 000 \$. Elle a été estimée aux dates d'octroi respectives de chacun des bons selon le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes, à l'aide des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 4,9 %, rendement des dividendes de 0,0 %, facteur de volatilité de 57,7 % et durée de vie estimative de cinq ans.

Résultat par action

Le tableau suivant présente le calcul des résultats de base et dilué par action pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2001	2000	1999
	\$	\$	\$
Numérateur :			
Bénéfice net	62 789	55 666	83 816
Dénominateur :			
Dénominateur pour le résultat de base par action - nombre moyen pondéré d'actions	299 500 350	270 442 354	267 969 082
Effet dilutif des options d'achat d'actions des employés	1 287 291	2 317 858	1 127 202
Effet dilutif des bons de souscription	319 545	-	-
Dénominateur pour le résultat dilué par action - nombre moyen pondéré d'actions et de conversions hypothétiques	301 107 186	272 760 212	269 096 284
Résultat de base par action	0,21	0,21	0,31
Résultat dilué par action	0,21	0,20	0,31

Note 8. Impôts sur les bénéfices

Tel qu'il est décrit à la note 2, la Société a adopté les recommandations du chapitre 3465, *Impôts sur les bénéfices*, du Manuel de l'ICCA avec prise d'effet le 1^{er} octobre 1999 et sans retraitement des données des exercices antérieurs. La terminologie utilisée pour décrire ces chiffres correspondants est la même que celle qui est utilisée pour décrire ceux de l'exercice courant calculés selon la méthode du passif fiscal.

La charge d'impôts des exercices terminés les 30 septembre s'établit comme suit :

	2001	2000	1999
	\$	\$	\$
Exigibles	38 244	46 494	57 085
Futurs ⁽¹⁾	33 921	3 491	12 858
	72 165	49 985	69 943

⁽¹⁾ Inclut 1 451 000 \$ (1 277 000 \$ en 2000 et 494 000 \$ en 1999) d'impôts futurs relatifs à l'amortissement de l'écart d'acquisition.

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Le taux d'imposition effectif de la Société est différent du taux d'imposition combiné prévu par la loi au Canada pour les exercices terminés les 30 septembre en raison de ce qui suit :

	2001	2000	1999
	%	%	%
Taux d'imposition fédéral et provincial combiné prévu par la loi	38,6	40,6	41,9
Éléments non déductibles	8,6	7,3	5,1
Utilisation d'un avantage fiscal non constaté d'une filiale	-	-	(1,1)
Provision pour moins-value se rapportant aux économies d'impôt réalisées sur les pertes	7,8	-	-
Autres	(2,0)	(1,1)	(0,6)
Taux d'imposition effectif après amortissement de l'écart d'acquisition	53,0	46,8	45,3
Amortissement de l'écart d'acquisition	(8,5)	(6,3)	(4,1)
Taux d'imposition effectif avant amortissement de l'écart d'acquisition	44,5	40,5	41,2

Les impôts futurs aux 30 septembre se détaillent comme suit :

	2001	2000
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs :		
Provision pour coûts d'intégration	26 093	10 415
Économies d'impôts réalisées sur les reports prospectifs de pertes	97 415	23 654
Rémunération à payer	7 107	-
Immobilisations	6 739	-
Frais de recherche et de développement expérimental non réclamés	-	2 041
Provision pour créances douteuses	3 507	-
Autres	3 742	1 201
	144 603	37 311
Passifs d'impôts futurs :		
Immobilisations	-	1 958
Coûts liés à des contrats et autres actifs à long terme	35 336	21 550
Travaux en cours	6 716	7 190
Écart d'acquisition	5 467	1 049
Crédits d'impôt remboursables sur les salaires	8 997	-
Autres	8 202	145
	64 718	31 892
Provision pour moins-value	93 820	5 789
Impôts futurs, montant net	(13 935)	(370)
Les impôts futurs sont classés comme suit :		
Actifs d'impôts futurs à court terme	17 998	7 052
Actifs d'impôts futurs à long terme	32 785	24 470
Passifs d'impôts futurs à court terme	(21 013)	(7 963)
Passifs d'impôts futurs à long terme	(43 705)	(23 929)
Passifs d'impôts futurs, montant net	(13 935)	(370)

Certaines filiales de la Société disposent de pertes fiscales qui totalisent environ 300 000 000 \$, dont environ 262 000 000 \$ (167 000 000 \$US) proviennent des filiales américaines de la Société, pertes qu'elles peuvent reporter prospectivement pour réduire le revenu imposable des exercices ultérieurs et qui viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2021. Les économies d'impôts réalisées sur ces pertes ont été constatées dans les états financiers consolidés, dans la mesure où il avait été établi qu'il était plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs s'y rapportant seraient réalisés.

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Note 9. Acquisitions d'entreprises

Dans le cas de toutes les acquisitions d'entreprises, la Société a commencé à comptabiliser les résultats d'exploitation des entreprises acquises à la date de la prise d'effet respective de chacune des acquisitions.

En 2001, la Société a procédé aux acquisitions suivantes :

- > *C.U. Processing Inc.* (« CUP ») – Le 4 octobre 2000, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de CUP, fournisseur de systèmes de gestion de l'information établi à Detroit s'adressant principalement aux coopératives d'épargne et de crédit aux États-Unis ;
- > *AGTI Services Conseils Inc.* (« AGTI ») – Le 27 novembre 2000, la Société a acquis 49,0 % des actions en circulation d'AGTI, firme de services-conseils en TI établie à Montréal. La Société comptabilise sa participation de 49,0 % dans AGTI selon la méthode de la consolidation proportionnelle ;
- > *RSI Realtime Consulting Inc.* (« RSI ») – Le 12 décembre 2000, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de RSI, spécialiste de la mise en œuvre de systèmes SAP, établi à Toronto ;
- > *Groupe-conseil CDL Inc.* (« CDL ») – Le 4 janvier 2001, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de CDL, firme de services-conseils établie à Montréal, spécialisée dans la mise en œuvre de systèmes de gestion intégrés J.D. Edwards ;
- > *Star Data Systems Inc.* (« Star Data ») – Le 9 janvier 2001, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Star Data à raison de 0,737 action subalterne classe A de la Société par action ordinaire de Star Data. Établie au Canada, Star Data est fournisseur de services de TI et de solutions destinés au secteur des services financiers ;
- > *Conseillers en informatique d'affaires* (« CIA ») – Le 12 janvier 2001, la Société a accru sa participation dans CIA, la faisant passer de 35,0 % à 49,0 %, et elle a commencé à se servir de la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser sa participation ; avant le 12 janvier 2001, la Société comptabilisait cette participation à la valeur de consolidation. CIA est fournisseur de services de TI, principalement pour les secteurs financier et de l'administration publique ;
- > *Nter Technologies, société en commandite* (« Nter ») – Le 1^{er} février 2001, la Société a conclu une association avec Loto-Québec ; à cette occasion, la firme de services-conseils en TI Nter a été constituée, dans laquelle la Société a acquis une participation de 49,9 %. La Société comptabilise cette participation selon la méthode de la consolidation proportionnelle ;
- > *Actifs et passifs de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec affectés au traitement des données et à la micro-informatisation des activités du Mouvement des caisses Desjardins* (« Desjardins ») – Le 1^{er} mai 2001, la Société a conclu une alliance stratégique de gestion des données et de micro-informatisation des activités de Desjardins. Dans le cadre de cette entente, la Société a acquis les actifs ainsi que certains droits de propriété intellectuelle et pris en charge les passifs de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, affectés au traitement des données et à la micro-informatisation des activités de Desjardins. En outre, environ 450 employés de Desjardins ont été mutés pour entrer au service de la Société ;
- > *CyberBranch Corporation* (« CyberBranch ») – Le 31 mai 2001, la Société a acquis CyberBranch, filiale de Stanford Federal Credit Union de Californie. CyberBranch est un fournisseur Internet et intranet de technologies de pointe destinées aux coopératives d'épargne et de crédit dans toute l'Amérique du Nord ;
- > *Larochelle Gratton* – Le 1^{er} juillet 2001, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Larochelle Gratton. Établie au Québec, Larochelle Gratton est fournisseur d'un éventail de services d'intégration de systèmes destinés à des clients qui sont des chefs de file dans leur secteur, notamment le cybercommerce et Internet. Comme il est décrit dans la note 2, l'écart d'acquisition découlant de cette acquisition n'est pas amorti ;

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

- > *IMRglobal Corp. (« IMRglobal » ou « IMR »)*–Le 27 juillet 2001, la Société a fusionné avec IMRglobal, société située aux États-Unis et chef de file mondial en prestation de solutions réunissant l'ensemble des services liés aux TI, procédant à l'acquisition de la totalité des actions ordinaires en circulation d'IMRglobal à raison de 1,5974 action subalterne classe A de la Société pour chaque action ordinaire d'IMRglobal. En outre, chaque option d'achat d'actions d'IMRglobal en cours à cette date est devenue 1,5974 option visant l'achat d'une action subalterne classe A de la Société. La répartition du coût d'acquisition présentée ci-après est préliminaire et établie en fonction des estimations de la Société avec le concours de conseillers externes. La répartition finale devrait se terminer dans les douze mois suivant la date d'acquisition, et il se pourrait que le coût d'acquisition soit attribué à des actifs incorporels identifiés, autres que l'écart d'acquisition, qui seront amortis sur leur durée de vie utile estimative respective. Comme il est décrit à la note 2, l'écart d'acquisition découlant de cette acquisition n'est pas amorti.

Les éléments hors caisse du fonds de roulement acquis, présentés ci-après, comprennent des coûts totalisant 68 000 000 \$ de passifs liés à l'acquisition et à l'intégration engagés par la Société relativement aux honoraires et aux frais nécessaires pour mettre fin à certaines activités d'IMRglobal et pour en consolider d'autres. Les composantes des passifs liés à l'acquisition et à l'intégration pris en charge et inclus dans la répartition préliminaire du coût d'acquisition entre les actifs nets acquis sont les suivantes :

	Passifs liés à l'acquisition et à l'intégration	Montant payé au 30 septembre 2001	Solde au 30 septembre 2001
	\$	\$	\$
Honoraires	17 347	14 513	2 834
Consolidation et fermeture d'installations	14 000	1 554	12 446
Cessations d'emploi	12 000	300	11 700
Structure de soutien	20 810	573	20 237
Autres	3 843	2 188	1 655
	68 000	19 128	48 872

- > *LoyalTech*–Le 7 août 2001, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de LoyalTech. Établie au Portugal, LoyalTech est conseiller et spécialiste de l'intégration de solutions de gestion des relations avec la clientèle et de stratégies de cybercommerce. Comme il a été décrit dans la note 2, l'écart d'acquisition découlant de cette acquisition n'a pas été amorti ;
- > *Digital 4Sight*–Le 27 août 2001, la Société a conclu un contrat de coentreprise avec les précédents propriétaires de Digital 4Sight, en vertu duquel a été constituée une nouvelle firme de stratégie et de recherche en gestion. La Société comptabilise sa participation de 51,0 % dans Digital 4Sight selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Comme il a été décrit dans la note 2, l'écart d'acquisition découlant de cette acquisition n'a pas été amorti ;
- > *EPC Services Conseils Inc. (« EPC »)*–Le 10 septembre 2001, la Société a acquis la totalité des actions en circulation d'EPC, firme de services-conseils établie au Québec. Comme il a été décrit dans la note 2, l'écart d'acquisition découlant de cette acquisition n'a pas été amorti.

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Note 9. Acquisitions d'entreprises (suite)

Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, de la manière suivante :

Actif net acquis	IMR	Star Data	Desjardins	AGTI	CUP	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Éléments hors caisse							
du fonds de roulement	(62 558)	(18 391)	21 381	2 216	(12 061)	(471)	(69 884)
Immobilisations	42 095	21 211	3 612	448	3 296	2 135	72 797
Coûts liés aux contrats et autres							
actifs à long terme	22 346	9 203	111 986	–	447	11	143 993
Impôts futurs	7 537	15 716	(6 685)	10	4 228	1 139	21 945
Écart d'acquisition	578 525	73 060	9 549	14 602	41 601	27 588	744 925
Dette à long terme	(53 988)	(10 799)	–	–	(812)	(1 759)	(67 358)
Crédits reportés	(7 609)	–	(67 627)	–	–	–	(75 236)
	526 348	90 000	72 216	17 276	36 699	28 643	771 182
Situation de trésorerie							
à la date d'acquisition	26 485	12 820	–	7 639	1 837	4 062	52 843
	552 833	102 820	72 216	24 915	38 536	32 705	824 025
Contrepartie							
Espèces	–	–	57 945	24 915	38 536	19 561	140 957
Émission de 85 835 178 actions							
subalternes classe A (note 7)	536 314	102 820	–	–	–	11 876	651 010
Émission de 8 424 502 options							
visant l'achat d'actions subalternes							
classe A (notes 2 et 7)	16 519	–	–	–	–	–	16 519
4 000 000 de bons de souscription							
à la juste valeur (note 7)	–	–	14 271	–	–	–	14 271
Valeur de consolidation de la							
participation dans CIA à la							
date d'acquisition	–	–	–	–	–	1 268	1 268
	552 833	102 820	72 216	24 915	38 536	32 705	824 025

De plus, au cours de l'exercice 2001, la Société a modifié la répartition initiale du coût d'acquisition d'APG Solutions & Technologies Inc. (« APG »), acquise en 2000, suivant l'issue d'un arbitrage en instance à la date d'acquisition, entraînant une diminution d'environ 1 721 000 \$ de la contrepartie versée et de la valeur correspondante des actifs nets acquis.

Durant l'exercice 2000, la Société a procédé aux acquisitions suivantes :

- > *MCM Technology Inc.* (« MCM ») – Le 26 octobre 1999, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de MCM, firme de services-conseils en TI au service de clients appartenant principalement aux secteurs des services de santé et des télécommunications;
- > *APG* – Le 1^{er} septembre 2000, la Société a acquis la totalité des actions en circulation d'APG, firme de services-conseils en TI spécialisée dans la mise en œuvre de systèmes de gestion intégrés, l'évolution de systèmes, le cybercommerce et la gestion du savoir.

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Ces acquisitions, y compris la modification décrite précédemment effectuée durant l'exercice 2001 se rapportant à APG, ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, comme suit :

Actifs nets acquis	MCM	APG	Total
	\$	\$	\$
Éléments hors caisse du fonds de roulement	(1 208)	(8 336)	(9 544)
Immobilisations	872	2 089	2 961
Coûts liés aux contrats et autres actifs à long terme	–	64	64
Impôts futurs	363	9 678	10 041
Écart d'acquisition	8 925	63 749	72 674
Dette à long terme	(635)	(1 775)	(2 410)
	8 317	65 469	73 786
Situation de trésorerie à la date d'acquisition	1 008	(7 162)	(6 154)
	9 325	58 307	67 632
Contrepartie			
Espèces	2 900	7 620	10 520
Émission de 5 626 369 actions subalternes classe A (note 7)	6 425	50 687	57 112
	9 325	58 307	67 632

Au cours de 1999, la Société a procédé aux acquisitions suivantes :

- > *9061-9313 Québec Inc.* – Le 1^{er} janvier 1999, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de 9061-9313 Québec Inc., société constituée par Desjardins et à laquelle les actifs de Technologie Desjardins Laurentienne (« TDL ») ont été cédés ;
- > *DRT Systems International et DRT Systems International L.P.* (collectivement appelées « DRT ») – Le 1^{er} juillet 1999, la Société a acquis la quasi-totalité des actifs relatifs aux activités de DRT.

Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, comme suit :

Actifs nets acquis	TDL	DRT	Total
	\$	\$	\$
Éléments hors caisse du fonds de roulement	1 072	23 952	25 024
Immobilisations	2 516	3 207	5 723
Coûts liés aux contrats et autres actifs à long terme	1 053	–	1 053
Écart d'acquisition	18 541	68 765	87 306
	23 182	95 924	119 106
Contrepartie en espèces	23 182	95 924	119 106

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Note 10. Investissements dans des coentreprises

La quote-part de l'exploitation des coentreprises revenant à la Société incluse dans les états financiers consolidés s'établit comme suit :

	Aux 30 septembre et pour les exercices terminés à ces dates	
	2001	2000
	\$	\$
Bilan		
Actif à court terme	18 370	1 347
Actif à long terme	21 967	192
Passif à court terme	4 275	1 335
Passif à long terme	45	-
État des résultats		
Produits	35 057	10 814
Charges	34 339	10 312
Bénéfice net	718	502
État des flux de trésorerie		
Flux de trésorerie liés aux :		
Activités d'exploitation	1 572	502
Activités de financement	-	234
Activités d'investissement	(2 220)	-

Note 11. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

i) Éléments hors caisse des activités d'exploitation, d'investissement et de financement :

	2001	2000	1999
	\$	\$	\$
Activités d'exploitation			
Crédits reportés	14 000	-	-
Impôts futurs	3 029	-	-
	17 029	-	-
Activités d'investissement			
Acquisitions d'entreprises	681 800	57 112	-
Acquisition d'immobilisations en vertu de contrats de location-acquisition	-	2 882	11 943
Coûts liés aux contrats et autres actifs à long terme	22 413	-	-
	704 213	59 994	11 943
Activités de financement			
Émission d'actions et d'options d'achat d'actions	667 529	57 112	-
Émission de bons de souscription	19 655	-	-
Augmentation des obligations découlant de contrats de location-acquisition	-	2 882	11 943
	687 184	59 994	11 943

ii) Les intérêts et les impôts sur les bénéfices payés pour les exercices terminés les 30 septembre s'établissent comme suit :

	2001	2000	1999
	\$	\$	\$
Intérêts payés	4 592	3 754	1 509
Impôts sur les bénéfices payés	41 615	67 154	73 303

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Note 12. Information sectorielle

La Société compte trois unités d'affaires stratégiques (« UAS ») structurées sur une base géographique, soit : Canada, États-Unis et International. La Société évalue le rendement de chaque UAS principalement en fonction des éléments suivants : produits, bénéfice d'exploitation et contribution nette (cette dernière correspond au bénéfice avant intérêts, impôts, participation dans une société satellite et amortissement de l'écart d'acquisition) ; le rendement est évalué par le cadre supérieur approprié relevant directement du chef de la direction.

Chaque unité, exception faite de l'unité Siège social, offre l'ensemble des services liés aux TI, y compris la gestion de fonctions informatiques et d'affaires, l'intégration de systèmes et les services-conseils à des clients de secteurs de l'industrie tels que les télécommunications, les services financiers et le secteur manufacturier/distribution/détail. L'unité Siège social comprend la gestion des espèces et quasi-espèces et les activités générales liées au siège social comme l'élaboration de stratégies et le développement du marché, la coordination de projets de grande envergure ainsi que les décisions touchant l'investissement de capitaux. Les coûts qui n'ont pas été attribués aux autres unités sont inclus dans cette unité étant donné qu'ils constituent des coûts communs et les charges générales du siège social. L'attribution de ces coûts aux autres unités n'ajouterait rien à l'évaluation des contributions respectives des unités.

Avec prise d'effet le 1^{er} octobre 2001, la Société modifiera sa structure organisationnelle. Elle comptera désormais trois UAS structurées comme suit : Canada et Europe, États-Unis et Asie-Pacifique, et Services de gestion des fonctions d'affaires. À compter de cette date, la Société commencera à évaluer le rendement des UAS selon cette structure et présentera son information sectorielle sur cette base. L'information sectorielle présentée ci-après repose sur la structure organisationnelle en vigueur au 30 septembre 2001.

	2001					
	Canada	États-Unis	International	Siège social	Éliminations intersectorielles	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	1 300 258	232 655	86 850	–	(38 448)	1 581 315
Charges d'exploitation	1 031 041	235 587	89 110	34 405	(38 448)	1 351 695
Bénéfice d'exploitation avant :	269 217	(2 932)	(2 260)	(34 405)	–	229 620
Amortissement	58 585	4 072	2 133	1 206	–	65 996
Bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices, participation dans une société satellite et amortissement de l'écart d'acquisition	210 632	(7 004)	(4 393)	(35 611)	–	163 624
Total de l'actif	971 154	806 173	240 710	44 756	–	2 062 793

	2000					
	Canada	États-Unis	International	Siège social	Éliminations intersectorielles	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	1 127 715	215 442	179 531	–	(86 680)	1 436 008
Charges d'exploitation	943 612	207 104	165 543	34 732	(86 680)	1 264 311
Bénéfice d'exploitation avant :	184 103	8 338	13 988	(34 732)	–	171 697
Amortissement	41 023	4 009	2 046	1 300	–	48 378
Bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices, participation dans une société satellite et amortissement de l'écart d'acquisition	143 080	4 329	11 942	(36 032)	–	123 319
Total de l'actif	597 729	207 469	95 095	28 262	–	928 555

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Note 12. Information sectorielle (suite)

						1999
	Canada	États-Unis	International	Siège social	Éliminations intersectorielles	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	1 204 719	140 617	121 179	–	(57 057)	1 409 458
Charges d'exploitation	995 938	123 077	108 002	25 221	(57 057)	1 195 181
Bénéfice d'exploitation avant :	208 781	17 540	13 177	(25 221)	–	214 277
Amortissement	41 991	3 992	905	1 403	–	48 291
Bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices, participation dans une société satellite et amortissement de l'écart d'acquisition	166 790	13 548	12 272	(26 624)	–	165 986
Total de l'actif	500 014	186 315	150 238	29 922	–	866 489

Produits par gamme de services :

	2001	2000	1999
	\$	\$	\$
Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition)	1 091 107	891 726	1 009 844
Intégration de systèmes et services-conseils	490 208	544 282	399 614
Total	1 581 315	1 436 008	1 409 458

Les unités Canada et International comprennent des produits provenant de contrats conclus avec un actionnaire, ses filiales et ses sociétés affiliées. Mis à part ce groupe, aucun client ne représente à lui seul plus de 10 % des produits d'exploitation de la Société (se reporter à la note 13).

Note 13. Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, la Société est partie à des contrats conclus avec certaines des filiales et des sociétés affiliées de BCE Inc. (un actionnaire), en vertu desquels la Société est leur fournisseur privilégié en TI.

Les opérations et les soldes qui en découlent, constatés en fonction de leur valeur d'échange, sont les suivants :

	2001	2000	1999
	\$	\$	\$
Produits	451 344	572 630	526 696
Achat de services	78 495	114 062	110 009
Débiteurs	37 549	53 235	11 961
Créditeurs	4 828	12 645	20 960
Travaux en cours	16 389	12 072	38 561
Produits reportés	24 010	11 998	5 912
Coûts liés aux contrats et autres actifs à long terme	22 750	25 711	31 200

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Note 14. Engagements et éventualités

Au 30 septembre 2001, les engagements de la Société, en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance à diverses dates et visant principalement la location de locaux et de matériel informatique utilisés dans les contrats d'impartition, se chiffraient à environ 668 586 000 \$ au total.

Les loyers minimaux exigibles pour les cinq prochains exercices se répartissent comme suit :

	\$
2002	86 225
2003	79 046
2004	69 288
2005	52 093
2006	44 002

La Société a conclu quatre ententes de services à long terme représentant un engagement total de 49 317 000 \$. Les versements minimaux exigibles en vertu de ces ententes pour les cinq prochains exercices s'échelonnent comme suit :

	\$
2002	25 537
2003	20 755
2004	5 477
2005	622
2006	—

Note 15. Instruments financiers

Juste valeur

Aux 30 septembre 2001 et 2000, la juste valeur estimative des espèces et quasi-espèces, des débiteurs, des travaux en cours et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable respective.

Les justes valeurs estimatives de la dette à long terme et des obligations découlant de contrats de location-acquisition ne sont pas sensiblement différentes de leur valeur comptable respective aux 30 septembre 2001 et 2000.

La Société ne détient ni n'émet d'instruments financiers aux fins de négociation.

Risque de crédit

La concentration du risque de crédit lié aux débiteurs est limitée étant donné l'étendue de la clientèle de la Société. De plus, ainsi qu'il est décrit à la note 13, une partie importante des produits de la Société provient des filiales et sociétés affiliées d'un actionnaire. La direction ne croit pas que la Société soit sujette à un risque de crédit important.

Risque de change

La Société exerce des activités à l'échelle internationale et est soumise aux risques du marché liés à la fluctuation des cours du change. La Société ne négocie pas d'instruments financiers dérivés.

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Note 16. Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis

Les différences importantes entre les PCGR du Canada et des États-Unis qui touchent les états financiers de la Société sont les suivantes :

Rapprochement du bénéfice net	2001	2000	1999
	\$	\$	\$
Bénéfice net – PCGR du Canada	62 789	55 666	83 816
Ajustements			
Écart de conversion (ii)	523	462	389
Écart d'acquisition (iii)	(500)	(500)	(142)
Coûts d'intégration (iv)	(4 842)	(1 764)	–
Impôts sur les bénéfices (i)	–	–	550
Recherche (v)	–	–	2 178
Travaux de R-D en cours acquis (vi)	–	–	(741)
Bons de souscription (vii)	(11 605)	–	–
Rémunération non gagnée (viii)	(150)	–	–
Bénéfice net – PCGR des États-Unis	46 215	53 864	86 050
Résultat de base par action – PCGR des États-Unis	0,15	0,20	0,32
Résultat dilué par action – PCGR des États-Unis	0,15	0,20	0,32

Rapprochement des capitaux propres	2001	2000	1999
	\$	\$	\$
Capitaux propres – PCGR du Canada	1 481 917	677 301	563 055
Ajustements			
Rajustement pour modification de convention comptable (i)	9 134	9 134	–
Écart de conversion (ii)	581	1 659	1 562
Écart d'acquisition (iii)	27 578	(642)	(142)
Coûts d'intégration (iv)	(6 606)	(1 764)	–
Impôts sur les bénéfices (i)	–	–	(2 456)
Bons de souscription (vii)	(11 605)	–	–
Rémunération non gagnée (viii)	(3 694)	–	–
Capitaux propres – PCGR aux États-Unis	1 497 305	685 688	562 019

(i) Impôts sur les bénéfices et rajustement pour modification de convention comptable

Le 1^{er} octobre 1999, la Société a adopté les recommandations du chapitre 3465, *Impôts sur les bénéfices*, du Manuel de l'ICCA (se reporter à la note 2). Les recommandations du chapitre 3465 sont similaires aux dispositions de l'énoncé n° 109 du *Financial Accounting Standards Board* (« FASB »), *Accounting for Income Taxes*. Lors de l'application du chapitre 3465, la Société a inscrit un rajustement afin de refléter la différence entre la valeur attribuée et la valeur fiscale d'actifs acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises par acquisition ayant pour effet d'enregistrer des passifs d'impôts futurs ; la Société a comptabilisé ce montant en le portant en déduction des bénéfices non répartis inclus dans l'ajustement cumulatif. Selon les PCGR des États-Unis, ce montant aurait été enregistré à titre d'écart d'acquisition supplémentaire.

Avant la publication du chapitre 3465, selon les PCGR du Canada, la comptabilisation des impôts sur les bénéfices était semblable aux dispositions contenues dans l'énoncé n° 11 du *Accounting Principles Board* (« APB ») des États-Unis. Selon les PCGR des États-Unis, la Société aurait tenu compte des dispositions de l'énoncé n° 109 du FASB.

(ii) Écart de conversion

Selon les PCGR du Canada, les états financiers des filiales étrangères de la Société qui sont considérées comme des établissements intégrés ont été convertis suivant la méthode temporelle. Selon cette méthode, les actifs et les passifs monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date des bilans et les actifs et passifs non monétaires, au taux de change historique. Les produits et les charges sont convertis en utilisant le taux de change moyen de la période. Les gains et les pertes de change de ces filiales sont reflétés dans le bénéfice net.

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Selon les PCGR des États-Unis, l'énoncé n° 52 du FASB, *Foreign Currency Translation*, stipule que les sociétés doivent convertir en monnaie de présentation les états financiers libellés en monnaie de mesure selon la méthode du taux courant, qui consiste à convertir les actifs et les passifs au taux de change en vigueur à la date des bilans et les éléments de l'état des résultats, selon un taux moyen pondéré. Les gains ou les pertes de change, le cas échéant, découlant de la conversion en dollars canadiens des états financiers de filiales étrangères ne sont pas pris en compte dans le calcul du bénéfice net et sont présentés sous une rubrique distincte des capitaux propres.

(iii) Écart d'acquisition

Comme il est décrit à l'alinéa (i) précédent, l'écart d'acquisition comptabilisé par la Société selon les PCGR des États-Unis serait supérieur à celui comptabilisé selon les PCGR du Canada. L'ajustement correspond à la charge additionnelle d'amortissement d'écart d'acquisition aux fins des PCGR des États-Unis.

L'ajustement apporté aux capitaux propres au titre de l'écart d'acquisition résulte de la différence entre la valeur attribuée aux options d'achat d'actions émises à l'intention des employés d'IMRglobal. En vertu des PCGR du Canada, la juste valeur des options d'achat d'actions en cours acquises est comptabilisée comme partie du coût d'acquisition (se reporter aux notes 2 et 9), tandis que, en vertu des PCGR des États-Unis, la juste valeur des options d'achat d'actions en cours, acquises ou non, octroyées à l'issue de l'acquisition d'entreprises, est comptabilisée. Se reporter à l'alinéa (viii) pour obtenir plus de précisions à ce sujet.

(iv) Coûts d'intégration

Conformément aux PCGR du Canada, certains coûts de restructuration relatifs à l'acheteur peuvent, avant le 1^{er} janvier 2001, être constatés dans la répartition du prix d'achat dans le cas de la comptabilisation de regroupements d'entreprises sous réserve de certaines conditions. Selon les PCGR des États-Unis, seuls les coûts liés directement à l'entreprise acquise peuvent être pris en compte dans la répartition du prix d'achat. Le redressement correspond au montant imputé au bénéfice net, déduction faite de l'écart d'acquisition comptabilisé aux fins des PCGR du Canada et des impôts.

(v) Recherche

Selon les PCGR des États-Unis, les coûts liés aux logiciels et au développement qui ont été capitalisés par une filiale auraient été passés en charges. Le redressement correspond à la réduction de l'amortissement de l'exercice, déduction faite des impôts sur les bénéfices.

(vi) Travaux de recherche et développement (« R-D ») en cours acquis

À la suite de l'acquisition d'une filiale, un montant a été imputé aux comptes de logiciels et frais de développement pour les frais engagés par une filiale avant qu'elle ne soit acquise. Selon les PCGR des États-Unis, le montant ainsi imputé aurait été considéré comme des travaux de R-D en cours acquis. Les travaux de R-D en cours acquis relatifs à des produits qui sont au stade du développement et pour lesquels la faisabilité technologique n'a pas été établie au moment de leur acquisition doivent être passés en charges. Le redressement correspond à la réduction de l'amortissement de l'exercice, déduction faite des impôts sur les bénéfices.

(vii) Bons de souscription

En vertu des PCGR du Canada, la juste valeur des bons de souscription émis relativement aux contrats d'impartition à long terme est comptabilisée comme des coûts liés à des contrats et amortie selon la méthode linéaire sur la durée initiale du contrat. Selon les PCGR des États-Unis, la juste valeur des instruments de capitaux propres émis est, dans le calcul des produits, défalquée du produit initial obtenu. Le redressement représente la défalcation des produits, déduction faite de l'amortissement des coûts liés à des contrats comptabilisés aux fins des PCGR du Canada et après impôts.

(viii) Rémunération non gagnée

En vertu des PCGR du Canada, les options d'achat d'actions non acquises octroyées à l'issue d'un regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisées. Les redressements rendent compte de la valeur intrinsèque des options d'achat d'actions non acquises (se reporter à l'alinéa (iii) précédent) après impôts qui aurait été comptabilisée comme composante distincte des capitaux propres aux fins des PCGR des États-Unis, en ce qui a trait à l'acquisition d'IMRglobal décrite dans la note 9. Cette rémunération non gagnée est amortie sur environ trois ans, soit la période d'acquisition des droits (période de service) non écoulée future estimative.

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

Note 16. Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis (suite)

(ix) Résultat global

Le résultat global cumulatif est composé uniquement des écarts de conversion découlant du processus de conversion des états financiers des filiales étrangères (se reporter à l'alinéa (ii) précédent). Aux 30 septembre 2001, 2000 et 1999, les autres résultats globaux cumulatifs se chiffraient respectivement à 3 329 000 \$, à 2 889 000 \$ et à 3 042 000 \$.

Le tableau qui suit présente le résultat global, comptabilisé conformément aux recommandations de l'énoncé n° 130 du FASB, *Reporting Comprehensive Income* :

	2001	2000	1999
	\$	\$	\$
Bénéfice net – PCGR des États-Unis	46 215	53 864	86 050
Autre composante du résultat global :			
Écart de conversion, après impôts	837	1 762	134
Résultat global	47 052	55 626	86 184

(x) Consolidation proportionnelle

Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Selon les PCGR des États-Unis, les entités dans lesquelles la Société détient une participation majoritaire seraient entièrement consolidées ; quant aux entités dans lesquelles elle ne détient pas une participation majoritaire, mais sur lesquelles elle exerce une influence notable, elles seraient comptabilisées selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Ce traitement aurait entraîné le reclassement des postes des bilans et des états des résultats consolidés aux 30 septembre 2001 et 2000 et pour les exercices terminés à ces dates. Cependant, comme les écarts ont été jugés négligeables en ce qui a trait aux coentreprises à participation majoritaire, ils n'ont pas fait l'objet d'une présentation (se reporter à la note 10). Conformément aux pratiques prescrites par la *U.S. Securities and Exchange Commission*, la Société a choisi, aux fins de ce rapprochement, de comptabiliser ses participations dans des coentreprises selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

(xi) Bénéfice avant amortissement de l'écart d'acquisition

Au Canada, le Comité des normes comptables a approuvé un supplément au chapitre 1580, *Regroupements d'entreprises*, du Manuel de l'ICCA, ensuite remplacé par le chapitre 1581, *Regroupements d'entreprises*, qui permet que la charge d'amortissement de l'écart d'acquisition soit présentée après impôts sur une ligne distincte de l'état consolidé des résultats. Actuellement, cette présentation n'est pas permise selon les PCGR des États-Unis. En vertu des PCGR des États-Unis, une somme de 29 086 000 \$ (redressée aux fins des PCGR des États-Unis) au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition aurait été incluse dans les charges d'exploitation.

(xii) Amortissement

Selon les PCGR des États-Unis, les charges d'amortissement devraient être incluses dans les charges d'exploitation.

(xiii) États consolidés des flux de trésorerie

Les états consolidés des flux de trésorerie de la Société, pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2001, ont été préparés en accord avec le chapitre 1540 du Manuel de l'ICCA, *États des flux de trésorerie*, qui est substantiellement semblable aux dispositions contenues dans l'énoncé n° 95 du FASB, *Statement of Cash Flows*.

Notes complémentaires

Des exercices terminés les 30 septembre 2001, 2000 et 1999 (seuls les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

(xiv) Prises de position comptables récentes

a) En juin 2001, le FASB a publié l'énoncé n° 142, *Goodwill and Other Intangible Assets*. Cet énoncé traite de la comptabilité et de la présentation de l'écart d'acquisition acquis et des autres actifs incorporels. L'énoncé met fin à l'amortissement de l'écart d'acquisition acquis et exige plutôt l'exécution d'un test de dépréciation de l'écart d'acquisition acquis. Les actifs incorporels seront amortis sur leur durée de vie économique utile et soumis à un test de dépréciation conformément à l'énoncé n° 121 du FASB, *Accounting for the Impairment of Long-Lived Assets and for Long-Lived Assets to Be Disposed Of*. Les actifs incorporels dont la durée de vie utile économique est indéterminée ne doivent pas être amortis avant que cette durée ne soit déterminée. La Société a adopté l'énoncé n° 142 du FASB avec prise d'effet le 1^{er} octobre 2001. Elle évalue actuellement l'incidence de l'énoncé n° 121 du FASB sur ses résultats futurs et sur sa situation financière.

Par ailleurs, en juin 2001, le FASB a publié l'énoncé n° 141, *Business Combinations*. Cet énoncé exige que tous les regroupements d'entreprises soient comptabilisés selon la méthode de l'acquisition et il définit les critères servant à identifier les actifs incorporels afin de les constater distinctement de l'écart d'acquisition. L'énoncé s'applique à tous les regroupements d'entreprises amorcés après le 30 juin 2001 et à tous les regroupements d'entreprises comptabilisés selon la méthode de l'acquisition dont la date d'acquisition correspond au 1^{er} juillet 2001 ou à une date postérieure. La Société a adopté l'énoncé n° 141 du FASB avec prise d'effet le 1^{er} juillet 2001.

Les dispositions des énoncés n° 141 et n° 142 du FASB sont essentiellement analogues à celles des chapitres 1581 et 3062 du Manuel de l'ICCA décrites dans la note 2.

b) En août 2001, le FASB a publié l'énoncé n° 144, *Accounting for the Impairment or Disposal of Long-Lived Assets*, lequel reprend, dans l'ensemble, les exigences de l'énoncé n° 121 du FASB et traite des principales questions de mise en œuvre. Les dispositions de l'énoncé n° 144 du FASB entrent en vigueur pour les états financiers publiés pour les exercices commencés après le 15 décembre 2001 et, en règle générale, elles doivent être appliquées de manière prospective. L'adoption anticipée est encouragée. La Société n'entend pas adopter l'énoncé de manière anticipée, bien qu'elle évalue actuellement l'incidence qu'aura la mise en œuvre de la nouvelle norme sur ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

c) Par ailleurs, la Société a déterminé que l'adoption de l'énoncé n° 101 du *Staff Accounting Bulletin, Revenue Recognition in Financial Statements*, n'a pas eu d'incidence négative importante sur ses opérations, ses résultats d'exploitation ni sur sa situation financière.

Note 17. Chiffres correspondants

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle adoptée en 2001.

Note 18. Événement postérieur à la date du bilan

Le 1^{er} octobre 2001, la Société a conclu une alliance d'impartition stratégique prévoyant la prestation de services de soutien en TI aux activités de Fireman's Fund Insurance Company (« Fireman »). Dans le cadre de cette convention, la Société a acquis les actifs pertinents de Fireman et a pris en charge les passifs provenant de son exploitation pour une contrepartie totale en espèces d'environ 38 100 000\$. L'opération a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition.

Conseil d'administration et haute direction

Conseil d'administration

Serge Godin ³
Président du conseil et chef
de la direction, CGI

Yvan Allaire ¹
Professeur émérite
de stratégie – UQAM
Président, Governance Value
Added Inc.

William D. Anderson
Président, BCE Investissements Inc.

Claude Boivin ¹
Administrateur de sociétés

Jean Brassard
Vice-président du conseil, CGI
et administrateur de sociétés

Claude Chamberland ²
Administrateur de sociétés

Paule Doré
Vice-présidente exécutive
et chef de la direction corporative,
et secrétaire, CGI

André Imbeau ¹
Vice-président exécutif
et chef de la direction financière,
et trésorier, CGI

David L. Johnston ²
Président et vice-chancelier
Université de Waterloo

Eileen A. Mercier ¹
Présidente
Finvoy Management Inc.

Jean C. Monty ²
Président du conseil
et chef de la direction
BCE Inc.

C. Wesley M. Scott
Administrateur de sociétés

Charles Sirois
Président du conseil
et chef de la direction
Téléystème Ltée

Haute direction

Serge Godin
Président du conseil et
chef de la direction

François Chassé
Vice-président exécutif
Fusions et acquisitions

Paule Doré
Vice-présidente exécutive
et chef de la direction corporative

André Imbeau
Vice-président exécutif
et chef de la direction financière

André Nadeau
Vice-président exécutif
et chef de la direction stratégique

Luc Pinard
Président, Exploitation – Europe

Michael Roach
Président, Canada
et Europe

Daniel Rocheleau
Vice-président exécutif
et chef de l'ingénierie d'affaires

Satish Sanan
Président, États-Unis
et Asie-Pacifique

Joseph I. Saliba
Président, Services de gestion
des fonctions d'affaires

¹ Membre du Comité de vérification
² Membre du Comité des ressources
humaines et de régie d'entreprise
³ Membre nommé d'office du Comité
des ressources humaines et de
régie d'entreprise



De gauche à droite :
Satish Sanan
Daniel Rocheleau
André Imbeau
Luc Pinard
André Nadeau
Joseph I. Saliba
Paule Doré
Serge Godin
Michael Roach
François Chassé

Équipe de direction

Services corporatifs

Serge Godin

Président du conseil
et chef de la direction

François Chassé

Vice-président exécutif
Fusions et acquisitions

Paule Doré

Vice-présidente exécutive
et chef de la direction corporative

André Imbeau

Vice-président exécutif
et chef de la direction financière

André Nadeau

Vice-président exécutif
et chef de la direction stratégique

Daniel Rocheleau

Vice-président exécutif
et chef de l'ingénierie d'affaires

Exploitation

**Canada
et Europe****Michael Roach**

Président

Luc Pinard

Président
Exploitation – Europe

Hicham Adra

Vice-président principal
Ottawa

Paul Biron

Vice-président principal
et directeur général
Services à BCE

Al MacDonald

Vice-président principal
Provinces de l'Atlantique

Pierre Turcotte

Vice-président principal
Grand Montréal

Jacques Giguère

Vice-président principal
Gestion intégrée des technologies
Québec

Gilles Godbout

Vice-président principal
Solutions et services aux
caisses d'épargne et de crédit

Terry Johnson

Vice-président principal
Ouest canadien

Claude Marcoux

Vice-président principal
Québec

Ross Marsden

Vice-président principal
et directeur général
Grand Toronto

**États-Unis
et Asie-Pacifique****Satish Sanan**

Président

George Arsenault

Vice-président principal
Centre des États-Unis
et responsable des secteurs
Santé/Gouvernements

Santosh Bhargava

Vice-président principal, Inde

Terry Broom

Vice-président principal
Est des États-Unis et responsable
du secteur Services financiers

Joe Calavassy

Vice-président, Australie

Prakash Challa

Vice-président principal
Services de développement
et maintenance d'applications

Jay Clark

Vice-président principal
Ouest des États-Unis et
responsable des secteurs
Manufacturier/distribution/détail,
Télécommunications,
Services publics et énergie

Ken Dickinson

Vice-président principal
Ingénierie d'affaires

Bob Evans

Vice-président principal
Gestion de solutions

Éric Lecoquierre

Vice-président, Japon

**Services de gestion
des fonctions d'affaires****Joseph I. Saliba**

Président

Al Bonfiglio

Vice-président
Gestion documentaire

Daniel Crépeau

Vice-président principal
Gestion des fonctions d'affaires –
Canada

Karen Furtado

Vice-présidente
Gestion des fonctions d'affaires –
assurances

Patti Rajski

Vice-présidente
Marketing des solutions

Adresses principales de CGI

Siège social

1130, rue Sherbrooke Ouest
5^e étage
Montréal (Québec) H3A 2M8
CANADA
Tél. : (514) 841-3200
Télec. : (514) 841-3299

Exploitation – Canada

4 King Street West
Suite 1900
Toronto, Ontario M5H 1B6
CANADA
Tél. : (416) 862-0430
Télec. : (416) 862-2321

Exploitation – États-Unis

100 South Missouri Avenue
Clearwater, FL 33756
USA
Tél. : (727) 467-8000
Télec. : (727) 467-8001

Exploitation – Europe

1800, avenue McGill College
16^e étage
Montréal (Québec) H3A 3J6
CANADA
Tél. : (514) 878-8585
Télec. : (514) 281-1709

Broadlands House
Primett Road
Stevenage, Herts SG1 3EE
ENGLAND
Tél. : 44 (0) 143 831 7966
Télec. : 44 (0) 143 831 4368

Services de gestion des fonctions d'affaires

600 Federal Street
Andover, MA 01810
USA
Tél. : (978) 946-3000
Télec. : (978) 682-5500

Renseignements à l'intention des actionnaires

Inscription boursière

Bourse de Toronto,
avril 1992 : GIB.A
Bourse de New York,
octobre 1998 : GIB

Nombre d'actions en circulation
au 31 octobre 2001
327 130 450 actions
subalternes classe A
40 799 774 actions classe B

Haut/bas du cours de l'action du
1^{er} octobre 2000 au 31 octobre 2001
Bourse de Toronto :
12,20/5,01
Bourse de New York (\$US) :
8,00/3,22

Vérificateurs

Samson Bélair/Deloitte & Touche

**Agent des transferts et agent
comptable des registres**
Computershare

Relations avec les investisseurs

Pour de plus amples renseignements
sur l'entreprise, pour obtenir des
exemplaires de ce rapport ou pour
toutes autres informations financières,
veuillez nous contacter :
Relations avec les investisseurs
Groupe CGI inc.
1130, rue Sherbrooke Ouest
5^e étage
Montréal (Québec) H3A 2M8
CANADA
Tél. : (514) 841-3200

Vous pouvez aussi nous contacter par
courrier électronique à l'adresse sui-
vante : ir@cgi.ca, ou en consultant la
section « Relations avec les investis-
seurs » sur notre site Internet :
www.cgi.ca

Assemblée générale annuelle des actionnaires

Le lundi 21 janvier 2002
à 11 heures
Le Hilton Montréal Bonaventure
Salle de bal
1, Place Bonaventure
Montréal (Québec)

L'assemblée annuelle de CGI sera
diffusée en direct sur Internet à
l'adresse : www.cgi.ca. Les instruc-
tions détaillées seront données sur le
site de CGI. Seuls les actionnaires
présents à l'assemblée annuelle
auront droit de vote.

Ce rapport annuel est accessible
sur notre site Internet à l'adresse :
www.cgi.ca

CGI's 2001 annual report is
available in English.

